

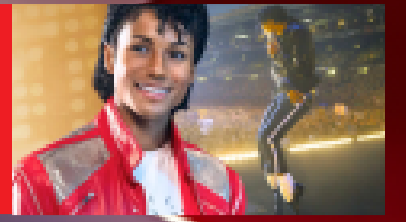
ÉDITION INTERNATIONALE

ISRAEL MAGAZINE

LE MAGAZINE DU PROCHE-ORIENT ET DU MONDE JUIF

MICHAEL JACKSON

LE BIOPIC: ENTRE IMAGINAIRE
ET RÉALITÉ



Dr JEKILL et Mr HYDE

**LE TRÉSOR JUIF
À TÉHÉRAN**

ETATS-UNIS-CHINE

LE PIÈGE DE
THUCYDIDE

LE MONDIAL

RELIGION OU
BANQUE
D'AFFAIRES?

HEZBOLLAH

QUAND LE
BOUCLIER DU
LIBAN SE
FISSURE

SATORY

L'HYPOCRISIE
COMMERCIALE ET
DIPLOMATIQUE DE
LA FRANCE



N°307

| Août 2026 | 27 ème année | France/Belgique 10 € | Suisse 10 FS | Canada 16 \$CA | www.israelmagazine.co.il |

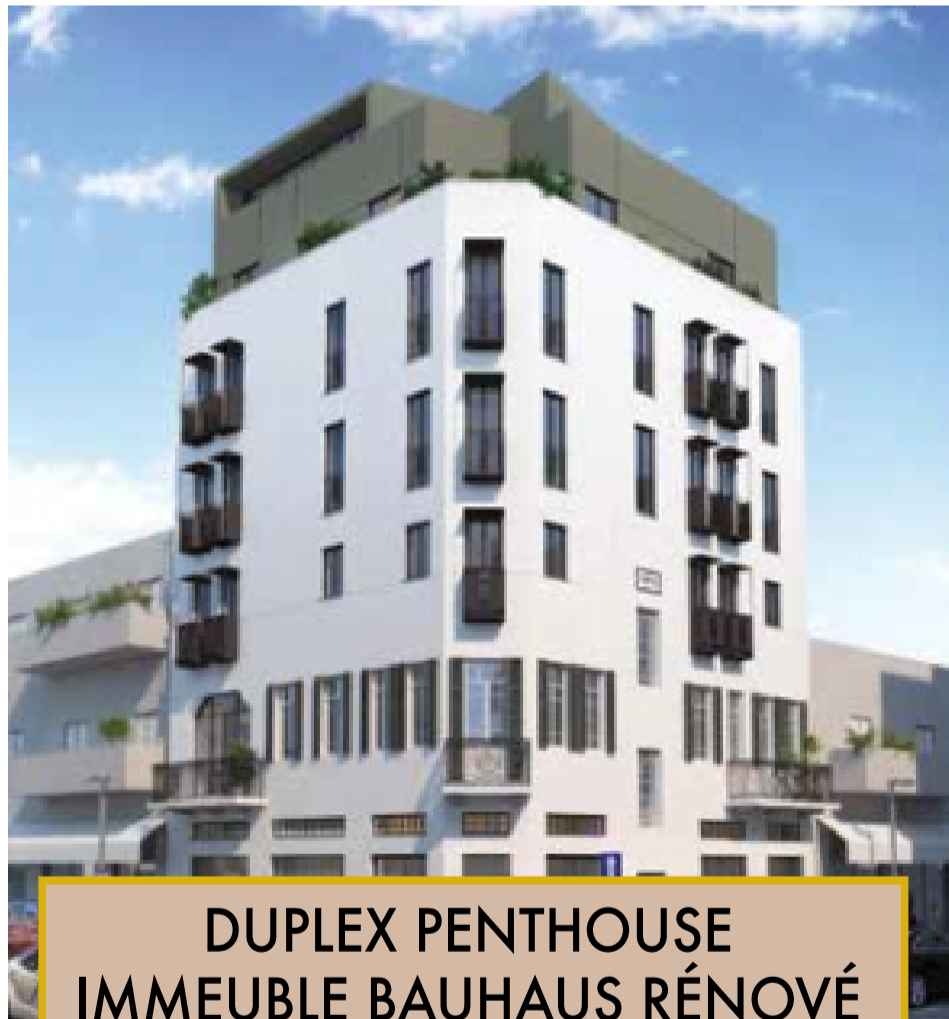
isramagazine

UNE ICÔNE BAUHAUS RESTAURÉE

Vivez l'Histoire à Tel-Aviv

PROJET D'EXCEPTION, PROCHE DE L'HÔTEL NORMAN

HÉRITAGE CLASSÉ ET RÉSERVÉ • APPARTEMENTS & PENTHOUSES HAUT DE GAMME
EMPLACEMENT D'EXCEPTION • UNE OPPORTUNITÉ D'INVESTISSEMENT RARE



DUPLEX PENTHOUSE
IMMEUBLE BAUHAUS RÉNOVÉ
4 PIÈCES, 101 M², 53 M² DE TERRASSE



TEL-AVIV YAFFO

Villa Urbaine, proche du Shouk Hapishpishim, du bord de mer et du Tram. Bien d'exception : 180m² construite - 80m² de jardin inscrit au cadastre - baigné de soleil et de lumière - immeuble récent avec parking et cave.

E C N A D L A N

TEL AVIV REAL ESTATE

20 ans d'expérience immobilière à Tel-Aviv. Spécialistes de la transaction de seconde main et des développements résidentiels neufs, nous sommes votre partenaire de confiance pour investir, ou résider dans les meilleurs quartiers de la ville.



Explorez nos biens sur www.ecnadlan.com ou contactez notre équipe pour un échange privilégié :
Tél: +972 3 527 0024 | 972-544724462 | contact@ecnadlan.com

MEIR DAGIM

LE SPÉCIALISTE DE L'AQUARIUM



VENTE
D'AQUARIUMS

DE TOUTE TAILLE !

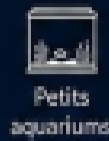


NETTOYAGE D'AQUARIUM

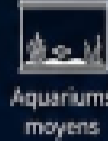
Un aquarium propre,
des poissons en pleine santé !

EAU DOUCE
&
EAU DE MER

- ✓ Nettoyage complet de l'aquarium
- ✓ Changement d'eau
- ✓ Nettoyage du filtre et des accessoires
- ✓ Conseils et entretien personnalisé
- ✓ Intervention à domicile



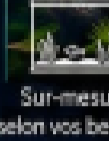
Petits
aquariums



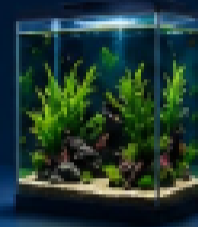
Aquariums
moyens



Grands
aquariums



Sur-mesure
selon vos besoins



SERVICE PROFESSIONNEL
SOIN & QUALITÉ



PASSION &
SATISFACTION



DÉPLACEMENT
À DOMICILE



CONTACTEZ-NOUS !

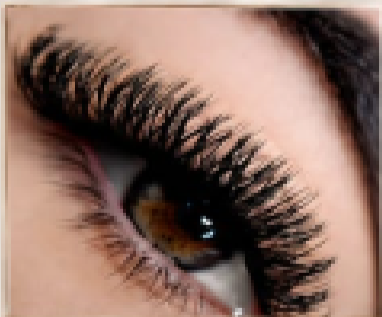
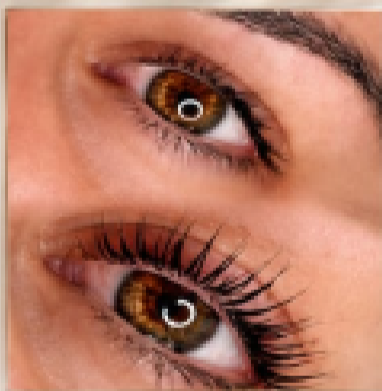
0584630913



VISITEZ NOTRE SITE

meirdagim.co.il

Parce que chaque aquarium mérite le meilleur !



Léa

BEAUTY

Léa beauty vous propose des
prestations haut de gamme, alliant
expertise, précision et résultats garantis

PRESTATIONS



CANDY LIPS



LASH LIFT



LASH
EXTENSIONS



MICROBLADING



054-671-7929



leahaouzibeauty



ASHDOD

Révélez votre beauté

CONFIANCE • PRÉCISION • ÉLÉGANCE

ÉDITORIAL

Par André Darmon

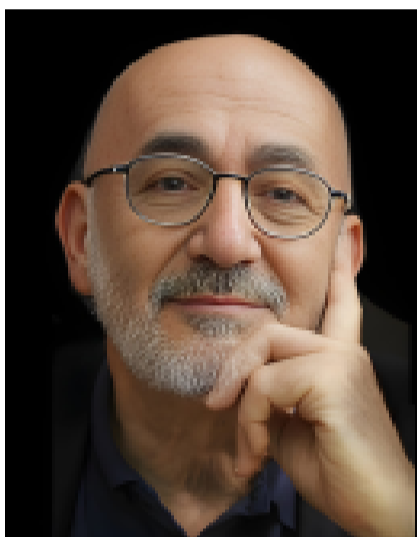
TRUMP : LE SYNDROME BIDEN



Rien n'est constant dans ce monde que l'inconstance



Jonathan Swift



C'est un véritable coup de massue qui s'est abattu sur Israël. L'accord de paix — pour ne pas dire comme certains la capitulation — que Donald Trump vient de parapher à Versailles avec Téhéran résonne comme un aveu terrible de faiblesse ou de méconnaissance totale du Moyen-Orient. Pour cet homme dont la légende s'est bâtie sur l'art supposé de la négociation, il faut bien admettre, avec toute la déférence dûe au grand âge, que le cap des 80 ans sonne le glas de la lucidité politique. L'ombre de Joe Biden plane désormais sur la Maison-Blanche. Ce texte semble déjà mort-né. Quiconque éprouve depuis un quart de siècle la fourberie des mollahs sait qu'ils n'honorent jamais leur parole, à plus forte raison quand ils sont en position de force. Demain, lorsque ce château de cartes s'écroulera, ce sont les contribuables américains qui en paieront les pots cassés, car Washington aura libéré des milliards de dollars d'avoirs iraniens gelés et, comble du cynisme, aura parrainé un fonds pharaonique de 300 milliards de dollars

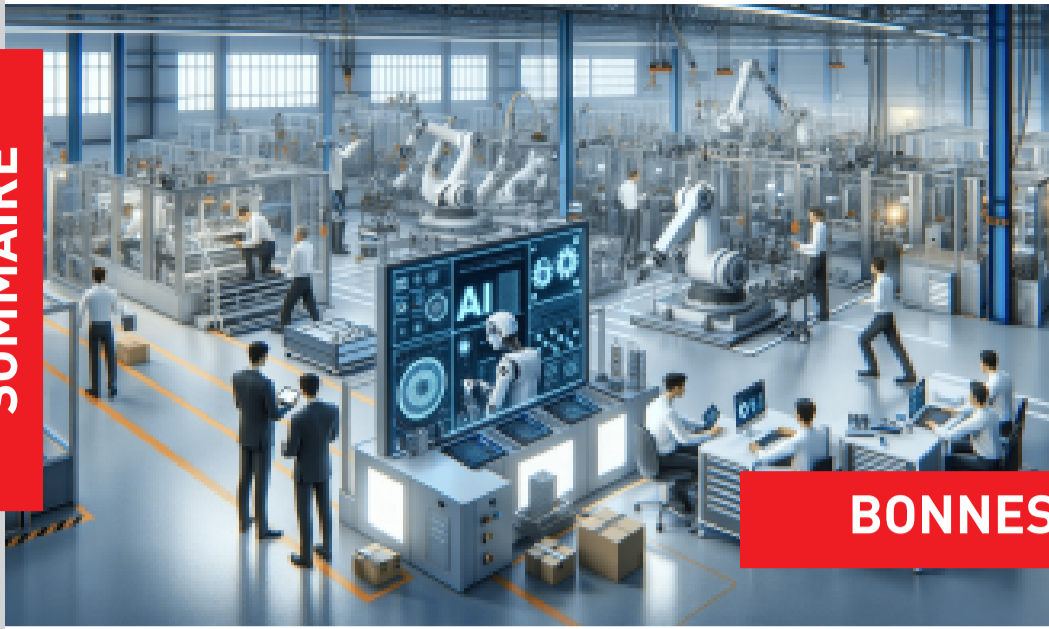
destiné à reconstruire la République islamique. Ce sont aussi nos soldats qui payent déjà par leur vie le prix de l'immobilité de l'Oncle Sam. Tout comme le peuple iranien qui attend sa bouée de sauvetage depuis six mois. Comment comprendre ce revirement catastrophique ? A moins que...

Pendant ces trois mois d'attente, Benjamin Netanyahu a avancé sur le fil du rasoir. Bien qu'il ait décidé de briser les chaînes de la dépendance de l'armement militaire envers le géant américain, le Premier ministre a, bien malgré lui, aliéné sa liberté de manœuvre politique, surtout au Liban. Certes, la critique est aisée. Mais Israël se retrouve prisonnier d'un immense échiquier géopolitique. Le dessein secret de Washington est d'arracher l'Iran à l'attraction gravitationnelle de Moscou et de Pékin, une ambition qui heurte de plein fouet l'impératif catégorique d'Israël ; lequel exige l'éradication pure, simple et définitive de l'Iran théocratique et nucléaire. Deux mondes, deux agendas. Pour Donald Trump, l'enjeu est avant tout domestique et pragmatique. Il s'agit de conjurer le spectre d'un nouveau choc pétrolier, de juguler l'inflation et de réguler les cours mondiaux. En s'assurant le contrôle indirect des robinets d'or noir américains, vénézuéliens et iraniens, ce triumvirat pèsera demain la moitié de l'offre mondiale. En effet demain, le Venezuela — dort sur les plus vastes réserves du globe pour seulement 1% de production réelle et l'Iran sera libéré des sanctions qui tournent à plein régime. Dans cette équation purement comptable, le sort d'Israël pèsera bien peu. L'Histoire a tragiquement démontré combien de nations, du Proche-Orient à l'Asie, furent immolées sur l'autel de l'hégémonie économique américaine.

C'est précisément dans cette faille que s'inscrit la nomination surprise et capitale de Roman Gofman à la tête du Mossad. Alors que l'agence peut se prévaloir de succès éclatants et d'opérations épiques ces trois dernières années, pourquoi alors n'avoir pas reconduit son directeur, David Barnea ? La réponse tient en une obsession commune à Bibi et à Gofman, celle de l'effondrement du régime iranien de l'intérieur. Barnea en avait fait le serment sans pouvoir le réaliser. Personne ne cache dans le gouvernement israélien que son successeur vient de sanctuariser cet objectif. Faut-il y voir le signe avant-coureur d'un séisme politique imminent en Iran d'ici les prochaines échéances électorales, qu'elles soient israéliennes ou américaines ? L'hypothèse est sur la table. Un tel cataclysme rebattrait l'intégralité des cartes, seul dénouement acceptable pour nous, Israéliens. Ce serait l'unique moyen de valider, bien que tardivement, une possible stratégie américano-israélienne offensive (dont Versailles ne serait qu'une étape factice mais obligée) mais dont nous peinons encore aujourd'hui à décrypter les arcanes. ■



SOMMAIRE



BONNES NOUVELLES

www.israelmagazine.co.il
Israël Magazine est édité par les Éditions Anaël

Abonnements et courrier des lecteurs :
André Darmon
10 rue Nissan, appart1 - Ashdod 7775611

Tél : 00972 54 254 45 20
whatsapp : 054-254 45 20
France et International
01 86 98 27 27 - 0757990613

Directeur général et Rédacteur en Chef
André Darmon : 054-2544520 / 01 86 98 27 27
e-mail : andredarmon78@gmail.com

Graphisme & Design : Arfi William

Réseaux sociaux : Y.B.

Secrétaire : Anael Darmon-Lévy

Publicité magazine, Internet et réseaux sociaux
054-2544520

Contact commercial pour la France :
01 86 98 27 27

פירסום
אנדרה : 054-254 45 20

Conseiller politique du rédacteur en Chef :
Richard Darmon

Art et culture & Judée Samarie :
Yaakov Ben Denoun

Sociétés et Communautés juives :
Yéhouda Bethléem

Bonnes Nouvelles d'Israël :
Albert Soued

Société israélienne :
Noémie Grynberg

Ethique juive : Haïm Ouizemann

Carnets de voyage :
André Darmon

Grands dossiers et Economie :
Elisabeth Lamy

Tsahal :
Yéhouda Bethléem

Rencontres israéliennes et Histoire :
André Darmon

Histoire de la Shoah :
Marc-André Chargueraud

Archéologie :
Hélène Lesman

Agenda et tourisme :
Yael Simon

Société :
Mickael Laustriat

Crédits photos :
Dover Tsahal, GPO, Reuters, Anaël Darmon, Shutterstock, Freepik

Couverture : © GPO

Ont également collaboré à ce numéro :
Yéhouda Bethléem, Yamit Rivka Darmon, Esther Amar

Distribution France : NMPP – Dépôt légal à parution
Commission paritaire : N°1121105887
Imprimé à Jérusalem pour Israël

Distribution Israël : Steimatsky, Yedioth, Tsomet Asfarim
Distribution Belgique, Canada, Suisse, NMPP/Prestallis

Distribution Communautaire France :
06 99 15 40 16, Serge



GÉOPOLITIQUE



SPORT



MICHAEL

PAGE 6
BONNES NOUVELLES

PAGE 12
ETATS-UNIS-IRAN LE GRAND JEU DE L'OR NOIR
ET DE LA REALPOLITIK

PAGE 18
L'ALLIANCE DE LA GRÈCE AVEC ISRAËL

PAGE 26
MICHAEL

PAGE 10
LE HEZBOLLAH FACE À L'USURE

PAGE 14
L'ÉCONOMIE ISRAËLIENNE DÉFIE LES LOIS

PAGE 24
GÉOPOLITIQUE

PAGE 28
SUCCESION

BONNES NOUVELLES

L'imagerie médicale prédictive par bio convergence du Technion

L'innovation médicale a franchi un cap historique à Haïfa en mai 2026 lors du hackathon d'innovation clinique T2MED organisé au Technion. Un consortium de chercheurs et d'ingénieurs hospitaliers a présenté un dispositif d'imagerie médicale prédictive basé sur la bio convergence, qui fusionne l'ingénierie logicielle avancée et l'analyse cellulaire directe. L'appareil se présente sous la forme d'un scanner optique portable à ultra-haute résolution, couplé à un algorithme d'apprentissage profond entraîné sur des millions de profils cliniques. Lors des essais cliniques d'urgence menés en partenariat avec les grands centres hospitaliers du pays, la technologie a démontré sa capacité à diagnostiquer les micro-accidents vasculaires cérébraux et les anomalies cardiaques subtiles en moins de quarante-huit heures. Plus qu'une simple radiographie, l'outil analyse les modifications morphologiques instantanées des cellules sanguines en mouvement pour prédire le risque de rechute d'un patient avant même l'apparition des premiers symptômes physiques. Cette percée s'inscrit dans la stratégie globale de la santé numérique israélienne, qui vise à transformer l'imagerie médicale passive en un outil de diagnostic préventif immédiat au lit du malade.



MATIA ET LA GESTION AUTOMATISÉE DES DONNÉES POUR L'ÈRE DE L'IA

La prolifération des modèles d'intelligence artificielle générative au sein des entreprises a fait exploser le besoin d'outils capables de trier et de structurer des volumes massifs de données. C'est pour répondre à ce défi critique que la start-up israélienne Matia a officialisé à la mi-mai 2026 une levée de fonds de 31 millions de dollars, soutenue par des investisseurs comme Red Dot Capital Partners. Basée à Tel-Aviv, l'entreprise a développé une pla-

teforme de DataOps de nouvelle génération spécialement optimisée pour les flux d'apprentissage des machines. Sa technologie élimine le principal goulot d'étranglement des ingénieurs en automatisant entièrement la collecte, le nettoyage et l'intégration des données brutes provenant de centaines de sources hétérogènes. En garantissant que les algorithmes d'IA d'entreprise sont alimentés en continu par des informations fiables, purgées de leurs

doublons et instantanément exploitables, la solution de la jeune pousse réduit de manière drastique les risques d'hallucination des modèles informatiques. Cette injection de capital démontre que malgré un marché du capital-risque devenu extrêmement sélectif, l'expertise israélienne dans l'infrastructure profonde de l'intelligence artificielle continue de dicter le rythme de la transformation logicielle à l'échelle mondiale.

LE DRONE À PROPULSION HYBRIDE TACTIQUE ET L'IA DE COMBAT

Lors du salon international de la défense SOF Week organisé fin mai 2026 en Floride, le minis-

tère de la Défense israélien a dévoilé une nouvelle génération de drones tactiques dotés d'une motorisation hybride. Cette innovation répond directement aux exigences des forces spéciales modernes opérant en environnement hostile et asymétrique. En combinant un moteur thermique à haut rendement pour les phases de transit à longue distance et une propulsion électrique ultrasilencieuse pour l'approche finale, cet aéronef repousse les limites de la furtivité acoustique et thermique. L'appareil intègre surtout une suite lo-



gicielle d'intelligence artificielle de combat éprouvée sur le terrain, capable de piloter le drone de manière totalement autonome en cas de brouillage électronique total ou de perte de liaison satellite. Le système est conçu pour naviguer sans GPS, en s'appuyant uniquement sur une reconnaissance visuelle du relief

par cartographie thermique tridimensionnelle. Ce fleuron technologique, qui s'inscrit dans un plan national massif de soutien aux technologies de défense de rupture, suscite l'intérêt immédiat des armées occidentales pour la modernisation de leurs unités de reconnaissance et d'infiltration.



LE BOUCLIER DE CYBERGUERRE NAVALE D'ELBIT SYSTEMS ET THYSSENKRUPP



L'industrie de la Défense israélienne a franchi un cap historique fin mai 2026 à travers un partenariat de rupture scellé entre le géant technologique Elbit Systems et le constructeur naval allemand ThyssenKrupp Marine Systems. Cet accord stratégique vise à intégrer une suite logicielle d'intelligence artificielle et de guerre électronique de dernière généra-

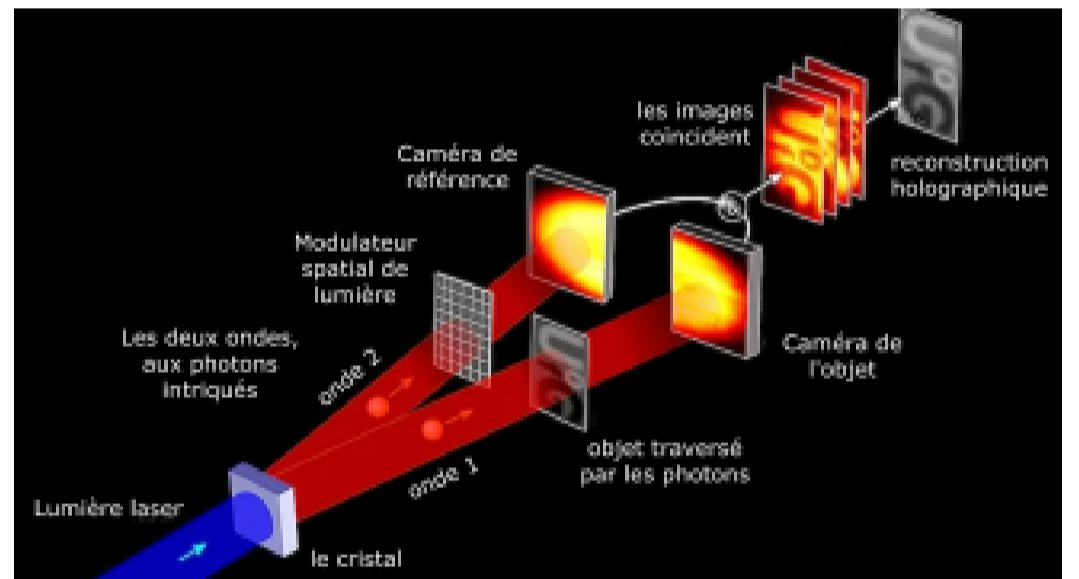
tion directement au cœur des futurs sous-marins et navires de guerre européens. Cette technologie militaire, qui s'inscrit dans un carnet de commandes record ayant dépassé pour la première fois les 30 milliards de dollars pour la firme de Haïfa, redéfinit la survie en milieu maritime. Le système est capable d'intercepter, d'analyser et de neutraliser instantané-

ment les menaces cybernétiques et les essaims de drones sous-marins autonomes avant même qu'ils ne soient détectés par les radars conventionnels. En combinant l'expérience opérationnelle des ingénieurs israéliens et le savoir-faire industriel naval de pointe, ce module de combat électronique s'impose comme la nouvelle référence de la modernisation des marines occidentales

face aux tensions géopolitiques croissantes dans les eaux internationales.

La fusion cellulaire par imagerie quantique

Lors de la semaine internationale des sciences de la vie et de la santé qui s'est ouverte fin mai 2026 en Israël, un consortium de start-ups locales associées aux laboratoires universitaires a dévoilé une plateforme d'imagerie médicale révolutionnaire axée sur la bio data et le reprogrammage cellulaire. Cette innovation biomédicale s'affranchit des limites de la microscopie traditionnelle en utilisant les principes de la physique quantique combinés à des algorithmes prédictifs pour cartographier le comportement moléculaire en temps réel. Le dispositif permet aux oncologues d'observer la réaction précise d'une cellule cancéreuse face à une thérapie génique naissante à l'échelle nanométrique, réduisant le temps d'évaluation des traitements de plusieurs semaines à quelques minutes seulement. En traduisant la biologie humaine en un langage informatique fluide et immédiatement déchiffrable par l'IA, cette technologie ne se contente plus de détecter la maladie, mais simule virtuellement l'efficacité des molécules thérapeutiques avant même leur injection. Cette percée confirme le leadership mondial de l'écosystème israélien de bio convergence dans le développement d'une médecine de précision individualisée.



Capsule Security et l'immunisation des agents IA d'entreprise

L'essor fulgurant des assistants virtuels autonomes au sein des multinationales a créé une faille de sécurité sans précédent, que la jeune pousse israélienne Capsule Security vient de promettre de combler. La start-up basée à Tel-Aviv a annoncé début juin 2026 une levée de fonds de 7 millions de dollars pour déployer sa plateforme logicielle. Sa technologie propose une rupture majeure : le contrôle et le pare-feu en temps réel du comportement des agents IA directement imbriqués dans les systèmes informatiques des entreprises. Jusqu'à présent, les protocoles de cybersécurité se limitaient à filtrer les données entrantes et sortantes, laissant une zone d'ombre critique lorsque l'intelligence artificielle génère ses propres lignes de code ou prend des décisions opérationnelles autonomes en arrière-plan. La solution de la firme agit comme un système nerveux périphérique indépendant qui surveille les dérives algorithmiques, empêche l'injection de commandes malveillantes invisibles et bloque instantanément toute action suspecte initiée par l'agent. Ce tour de table financier confirme le rôle de pionnier d'Israël dans la "Cyber-IA", un segment où la réactivité face aux vulnérabilités des grands modèles de langage est devenue la priorité absolue des directeurs informatiques à travers le monde.



 Capsule



SATORY, L'HYPOCRISIE COMMERCIALE ET DIPLOMATIQUE

L'exclusion ou les restrictions imposées aux entreprises de Défense israéliennes lors des salons d'armement majeurs à Satory (notamment Euro-satory), ont suscité d'intenses débats juridiques, économiques et géopolitiques. Cela nécessite d'examiner d'un côté, la thèse de motifs strictement politiques et humanitaires liés au contexte international ; de l'autre, la thèse de motivations économiques sous-jacentes s'apparentant à une forme de protectionnisme ou de concurrence commerciale asymétrique face à des technologies israéliennes très compétitives.

Le contexte juridique et décisionnel

Ces décisions découlent de directives gouvernementales françaises, souvent contestées devant les tribunaux administratifs par les chambres de commerce et les industriels concernés. Les autorités et les organisateurs de salons justifient ces mesures par des considérations de politique étrangère, de respect du droit international dans le cadre des conflits en cours, et par des motifs de sécurité publique ou de risques de troubles à l'ordre public autour de l'événement.

Analyse comparative produit par produit et enjeux de marché

On observe la concurrence commerciale entre les fleurons israéliens et les alternatives françaises ou européennes.

Systèmes de protection active pour blindés (APS) Le produit israélien

Le système Trophy développé par Rafael et le système Iron Fist (Elbit Systems). Ce sont des technologies éprouvées au combat, capables d'intercepter les missiles antichars et les roquettes avant l'impact. Le concurrent français/européen : Le programme français de protection active (comme le projet PROMETEUS mené par Thales ou l'allemande de Rheinmetall. Alors que les armées européennes (l'Allemagne pour ses chars Leopard 2 et la France pour sa flotte de blindés) cherchent à intégrer d'urgence des systèmes de protection active, les Israéliens possèdent

une avance opérationnelle majeure. Une exclusion des vitrines de Satory limite leur visibilité directe auprès des acheteurs, offrant un répit aux industriels locaux pour proposer leurs propres solutions nationales.

Systèmes de missiles antichars de cinquième génération

Le produit israélien : La famille de missiles Spike (Rafael), largement adoptée par plusieurs pays de l'OTAN et de l'Union européenne en raison de sa polyvalence (tire et oublie, guidage fibre optique, intégration multi-plateformes). La France promeut activement le missile Akeron MP comme le standard européen pour les forces terrestres, cherchant à contrer l'hégémonie commerciale du Spike en Europe. L'enjeu est le marché européen des missiles tactiques, terrain de confrontation commerciale intense. Drones tactiques et munitions téléopérées (Drones

kamikazes). Le produit israélien : Les munitions rôdeuses Hero (UVision) ou Harop/Harpy (IAI), reconnues pour leur maturité et leur efficacité dans les conflits récents.

Les projets français comme les programmes Colibri et Larinae s'efforcent de rattraper leur retard pour équiper ses forces et exporter au sein de l'UE. Écarter ou restreindre l'accès des leaders mondiaux israéliens à ces salons permet de focaliser l'attention des délégations officielles sur les solutions émergentes de la base industrielle et de technologique de défense (BITD) française et européenne.

Systèmes de défense anti-aérienne et anti-missile

Le produit israélien : Les systèmes Barak MX (IAI) ou des composants de la suite Spyder (Rafael), très compétitifs à l'exportation. Le concurrent français/européen : Le système

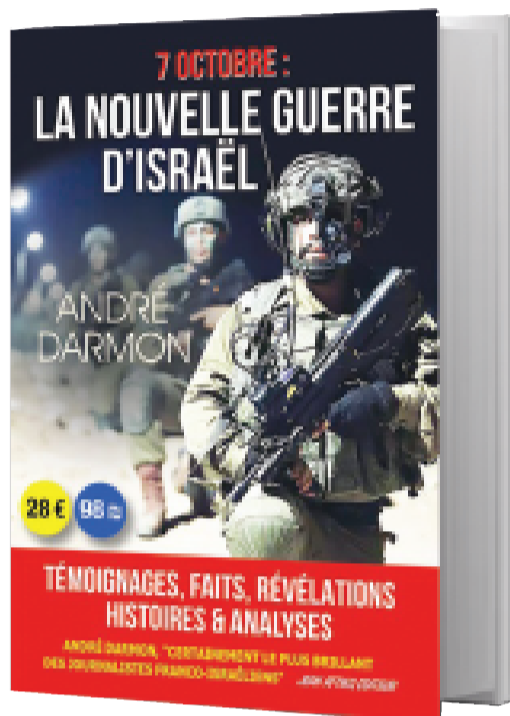
SAMP/T Mamba. Avec le lancement du bouclier anti-aérien mené par l'Allemagne, qui inclut notamment le système israélien Arrow 3, des tensions sont apparues avec la France qui privilégie une approche basée sur le SAMP/T.

Les barrières administratives ou d'exposition imposées aux salons parisiens reflètent aussi ces divergences doctrinales et industrielles sur l'architecture de la défense aérienne du continent. Sous couvert de motifs éthiques ou politiques c'est ainsi une éviction commerciale bénéficiant indirectement aux industriels français et européens. Industriels et analystes soulignent que ces décisions interviennent à un moment où le marché européen de la Défense est en pleine restructuration, poussé par des initiatives telles que le Fonds Européen de la Défense (FED) qui vise à favoriser l'autonomie stratégique du continent et l'achat de solutions exclusivement européennes.

TOME 1

PAR ANDRÉ DARMON

7 OCTOBRE : LA NOUVELLE GUERRE D'ISRAËL



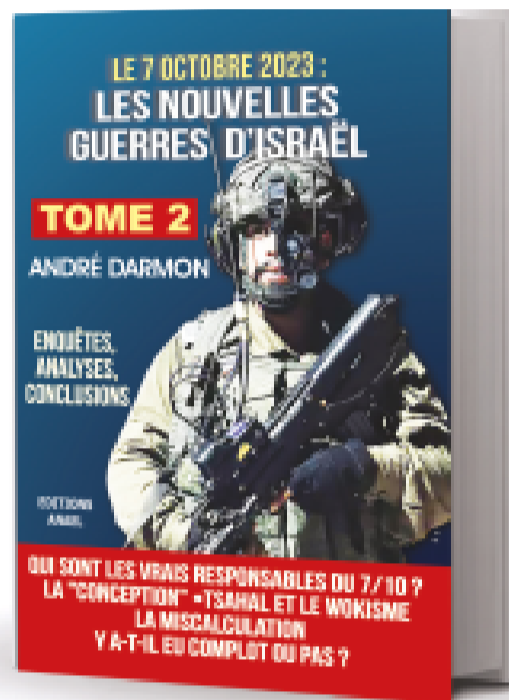
Pour
commander
ce livre

[cliquez ici](#)

**PRÉVENTE
DU TOME 2**

PAR ANDRÉ DARMON

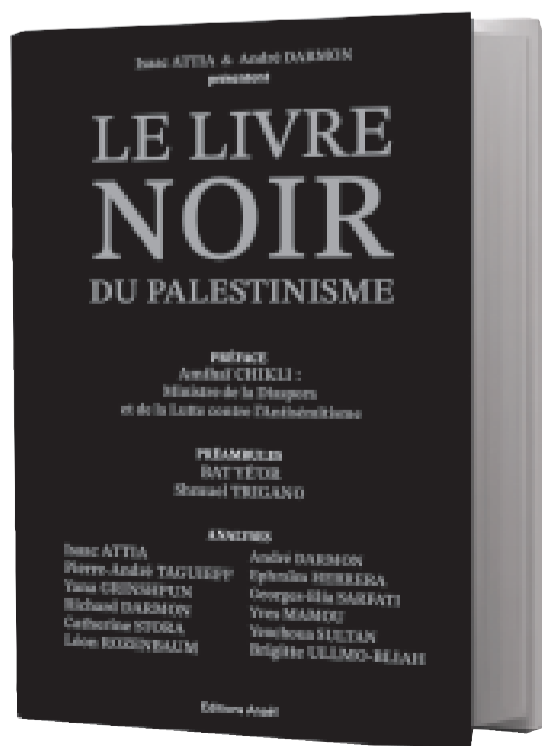
7 OCTOBRE 2023 LES NOUVELLES GUERRES D'ISRAËL



Pour
commander
ce livre

[cliquez ici](#)

LE LIVRE NOIR DU PALESTINISME



Pour
commander
ce livre

[cliquez ici](#)

Disponible sur notre site
www.israelmagazine.co.il



Sera disponible dans les Points de vente

- La Librairie du Foyer à Tel-Aviv
14 Kikar Masaryk - Tél: 03-5243835
- Le Change du Kikar Aatsmaout à Netanya
Claude et Eli : 09-832 47 56
- Le Gourmet à Ashdod (City) : 08-924-4397
- Dans les magasins Steimatzky
- Sera disponible à l'Aéroport Ben Gourion

ANDRÉ DARMON : 054 254 45 20

Je règle par carte bancaire CB N° [] expire: [] cryptogramme []

Ou par e.mail : andredarmon78@gmail.com ou par Pay-Pal : andredarmon21@gmail.com

Ou par BIT : ISRAEL : 054 254 45 20 - par tél ou par WhatsApp

Virement Bancaire : ISRAEL : André Darmon - BANQUE HAPOALIM - Agence : 658 - N° Compte : 587880

FRANCE : par Virement Bancaire : FRANCE EDITIONS ANAËL : BNP PARIBAS |Code Banque : 30004
Code Agence : 01374 Numéro de Compte : 00010097859 - Clé Rib : 16 |IBAN FR76 3000 4013 7400 0100 9785 916
ou par WERO : 0757990613

Nom* : _____ Prénom* : _____

No Téoudat Zéout* : _____ e.mail* : _____

Adresse* : _____

Code postal : _____ Ville _____ Pays : _____

Tél (impératif)* : _____ Portable : _____ * Impératif

Naim Kassem: le successeur de Nasrallah, en attendant sa future élimination

LE HEZBOLLAH FACE À L'USURE

QUAND LE « BOUCLIER DU LIBAN » SE FISSURE

Sous la pression militaire constante de Tsahal au Sud-Liban et une configuration politique inédite à Beyrouth, le Hezbollah traverse l'une des crises de légitimité les plus profondes de son histoire. Longtemps perçu comme le protecteur indéboulonnable du pays, le mouvement chiite voit aujourd'hui son armée terroriste contrainte de retourner à la guérilla.

Le front intérieur se rebiffe et dans les villages du Sud, l'omerta commence à se briser. Des témoignages d'habitants chiites expulsés de force par des terroristes pour transformer leurs maisons en bases militaires émergent ouvertement. Pour les chercheurs israéliens, ce bris du mur de la peur est un coup plus dur porté à l'organisation que la destruction de ses bastions de la Dahiya. L'Institut d'études de sécurité nationale (INSS) note plusieurs signes d'érosion de ce soutien interne comme des prises de parole critiques sur les réseaux sociaux, l'essor de mouvements d'opposition chiites et la fronde de chefs tribaux de la plaine de la Bekaa contre une guerre menée au profit de l'Iran. Toutefois, la situation reste paradoxale. Sila légitimité politique du Hezbollah est au plus bas,

près de 90 % des chiites s'opposent toujours à son désarmement. L'organisation maintient sa mainmise grâce à son vaste réseau d'infrastructures civiles (écoles, hôpitaux, banques) qui pallie les carences de l'État. Le gouvernement libanais, impuissant, vient d'ailleurs de confier la gestion d'un grand centre de réfugiés à Beyrouth à une ONG caritative du Hezbollah. Recul militaire et perte de symboles sur le terrain, la supériorité terrestre d'Israël force le Hezbollah à reculer. L'armée israélienne a étendu ses manœuvres, franchi le fleuve Litani et s'est emparée de la citadelle de Beaufort, un bastion hautement symbolique pour l'organisation. Incapable de stopper les mouvements au sol, le Hezbollah a troqué ses ambitions de conquête de la Galilée contre une stratégie d'usure. Ses opérations se limitent désormais au harcèlement des troupes, principalement via des tirs de mortiers et des nuées de drones explosifs à fibre optique. Signe de la violence des frappes, la hiérarchie de l'axe chiite s'est inversée : affaibli, le Hezbollah ne protège plus l'Iran et c'est Téhéran qui doit désormais intervenir par des lancements de missiles pour tenter de

stopper les raids israéliens sur Beyrouth. Profitant de ce déclin, une alliance politique inédite entre chrétiens et sunnites remet en cause le statut de « l'État dans l'État ». Le président chrétien Michel Aoun et le leader sunnite Fouad Makhzoumi accentuent la pression. Pour la première fois, lors de négociations diplomatiques à



Ormouz : Illustration

Washington, l'ambassadrice du Liban a accepté de reconnaître le Hezbollah comme une entité hostile à éradiquer. En parallèle, des pourparlers militaires directs se tiennent entre les délégations de Tsahal et de l'armée libanaise. Acculé, le chef actuel du Hezbollah, Naim Qassem, menace d'ef-



Bilan humain

L'organisation a perdu environ 10% de ses effectifs (8 000 morts sur 50 000 à 80 000 hommes). Pour compenser la perte de ses troupes d'élite (Radwan), elle recrute des adolescents via ses mouvements de jeunesse. Privé de ses structures de commandement et de ses capacités d'armée conventionnelle (réduites de 80 %), le Hezbollah a pivoté vers une guerre d'usure asymétrique. L'objectif principal n'est plus de stopper l'avancée de Tsahal, mais de lui infliger des pertes quotidiennes régulières. En refusant le combat frontal, les cellules locales se fondent dans le terrain au sud du fleuve Litani pour harceler les troupes en mouvement. À travers cette tactique, l'organisation cherche à impacter l'opinion publique israélienne en installant un sentiment d'enlèvement, espérant que le coût humain pousse Israël à se retirer comme avant les années 2000

fusion de sang affirmant que toute tentative gouvernementale de démanteler ses structures civiles plongera le Liban dans une guerre civile. L'accord US-Iran va-t-il chambouler la situation au Liban. Pour Netanyahu, qui ne se sent pas tenu par l'accord, il semble que le Hezbollah continuera de payer le prix fort.



Deux dynamiques bouleversent ainsi le conflit au Sud-Liban, d'un côté, la réorganisation de l'unité d'élite du Hezbollah, et de l'autre, la course technologique engagée par Israël pour contrer la menace des drones à fibre optique. La réorganisation de l'Unité d'élite Radwan après avoir subi l'élimination de ses commandants historiques (comme Fouad Shoukar et Ibrahim Akil) et la destruction de ses infrastructures souterraines majeures par Tsaahal, l'unité Radwan s'est restructurée pour s'adapter à sa perte de capacités conventionnelles. L'objectif initial de l'unité qui était de mener une invasion terrestre massive de la Galilée (similaire au 7 octobre), a été abandonné car jugé irréalisable en l'état. La Radwan opère désormais selon une logique de microcellules autonomes. Selon l'Institut Alma, l'unité

s'est rapidement reconstruite pour atteindre à nouveau environ 5 000 membres (3 000 combattants et 2 000 personnels logistiques). Pour compenser les pertes, le Hezbollah a intégré des recrues beaucoup plus jeunes issues de ses mouvements de jeunesse. Malgré les accords de retrait, les forces Radwan se sont réinfiltrées par petits groupes sous la ligne du fleuve Litani, s'éparpillant dans près de 200 villages. L'unité s'est reconvertie dans des actions ciblées à forte valeur ajoutée comme des embuscades à l'engin explosif (comme à Randouriya), tirs de missiles antichars et, surtout, le pilotage à distance de la nouvelle flotte de drones. L'utilisation par le Hezbollah de drones FPV guidés par fibre optique a exposé une faille car les systèmes de guerre électronique (brouillage des fréquences

radio/GPS) sont totalement inefficaces. Face à cette urgence, le ministère israélien de la Défense a débloqué plus de 680 millions de dollars et sollicité ses géants industriels (Rafael, Elbit Systems, IAI) pour concevoir des parades.

L'arme absolue à court terme : Le laser Iron Beam

Déployé de manière opérationnelle pour protéger le territoire et les forces de première ligne, le système de laser à haute énergie Iron Beam -développé par Rafael- change la donne économique et tactique. Il projette un faisceau de 100 kW qui concentre son énergie sur le drone jusqu'à brûler sa structure et le détruire en quelques secondes. Peu importe que le drone soit guidé par radio ou par fil de cuivre/fibre optique, le laser détruit physiquement l'appareil en vol. Alors qu'un missile d'Iron Dome coûte des dizaines de milliers de dollars, un tir d'Iron Beam ne coûte que quelques dollars en électricité, offrant un "chargeur illimité" tant qu'il est alimenté. Pour protéger les troupes mobiles au Sud-Liban, Israël déploie des versions compactes embarquées sur véhicules, appelées LiteBeam. En attendant la généralisation complète des lasers mobiles sur chaque véhicule, l'armée déploie des solutions hybrides. Les radars classiques ayant du mal à repérer ces petits drones volant au ras du sol, Israël intègre des caméras thermiques avancées et des microphones intelligents boostés à l'intelligence artificielle pour repérer le bruit des hélices ou la silhouette du drone. Installation sur les véhicules blindés de mini-canon automatisés capables de calculer instantanément la trajectoire d'un drone volant jusqu'à 70 km/h pour le dé-

truire avec des munitions à fragmentation. On utilise des drones "chasseurs" rapides programmés pour intercepter le drone du Hezbollah en plein vol ou couper son fil de fibre optique avant qu'il n'atteigne sa cible. Sur le plan purement humain, les soldats en patrouille sont formés au tir réflexe, le fusil d'assaut restant parfois le dernier rempart à très courte portée. ■

LE HEZBOLLAH DEPUIS LE 7 OCTOBRE : CHRONOLOGIE D'UN AFFAIBLISSEMENT

- 8 Octobre 2023 : Le Hezbollah ouvre un "front de soutien" au Hamas en bombardant le nord d'Israël.
- Septembre-Novembre 2024 : Campagne offensive de Tsaahal. L'attaque des "Beepers" décime les cadres, suivie par l'élimination de Hassan Nasrallah. La capacité de tir globale du groupe est réduite de 80%.
- 27 Novembre 2024 : Entrée en vigueur d'un cessez-le-feu sous médiation américaine. Le Hezbollah encaisse l'humiliation de voir Tsaahal conserver sa liberté d'action.
- Début 2025 : Isolement politique. Le général Joseph Aoun est élu président. Le nouveau gouvernement inscrit le désarmement de l'organisation à son agenda.
- Mars 2026 : Rupture du cessez-le-feu. Le Hezbollah reprend les tirs sous le nom de "Hezbollah 2.0", abandonnant le format d'armée pour revenir à de pures tactiques de guérilla.

La révolution technologique des drones à fibre optique

Pour mener cette usure, le Hezbollah déploie massivement des drones FPV (First-Person View) reliés par fibre optique, une innovation tactique directement inspirée du conflit russo-ukrainien. Ces petits engins emportent une bobine d'un fil de fibre optique ultrafin (environ un demi-millimètre) qui se déroule en plein vol sur une distance pouvant atteindre 10 à 20 kilomètres. Immunité électronique totale : Contrairement aux drones classiques guidés par ondes radio, toutes les données de pilotage et le flux vidéo transitent par le fil physique. Ils sont donc totalement insensibles au brouillage électronique de Tsaahal et n'émettent aucun signal radio permettant de localiser le pilote. Ultra-précision à basse altitude : La connexion filaire garantit une qualité d'image haute définition ininterrompue jusqu'à la seconde de l'impact. Les opérateurs, équipés de casques d'immersion, peuvent ainsi faire voler les drones au ras du sol, se glisser sous la couverture des radars et frapper des cibles blindées ou des abris avec une précision chirurgicale. Pour un coût dérisoire d'environ 400 dollars l'unité, ces drones de "bricolage" militarisés parviennent à contourner le Dôme de fer et à saturer les défenses d'une super-puissance technologique.

ETATS-UNIS-IRAN LE GRAND JEU DE L'OR NOIR ET DE LA REALPOLITIK

RETRAITE TACTIQUE FACE À L'IMPASSE MILITAIRE ?

Le protocole d'accord signé en juin 2026 entre Donald Trump et la République islamique d'Iran ne saurait être interprété comme une capitulation idéologique. Il s'agit en réalité d'une manœuvre purement dictée par la Realpolitik et d'un compromis tactique rendu obligatoire par l'urgence économique mondiale. Après plusieurs mois d'une campagne militaire d'une rare intensité, entamée au début de l'année, la Maison-Blanche se rend à l'évidence que la stratégie de la force brute se heurtait à un mur. Malgré d'intenses bombardements sur les infrastructures stratégiques, les Etats-Unis se sont brisés contre la résilience militaire et la profondeur stratégique de Téhéran. L'objectif initial à savoir un changement de régime à Téhéran ou une capitulation sans condition du clergé chiite — s'est avéré hors d'atteinte à court terme. Ainsi, Trump a choisi de modifier son approche en instaurant un cadre temporaire limité à soixante jours. Ce n'est en rien un traité de paix définitif, mais un gel temporaire du conflit, un « test de sincérité » de deux mois, stoppant l'escalade militaire tout en maintenant une épée de Damoclès au-dessus de son adversaire. Lors du G7, il a d'ailleurs averti qu'il écraserait militairement l'Iran si aucun accord global et définitif n'était trouvé à l'issue de cette période de transition. De surcroît, en gelant temporairement le front moyen-oriental, la Maison-Blanche cherche à libérer des ressources politiques, diplomatiques et militaires cruciales.

Ce pivot stratégique doit lui permettre de se recentrer sur d'autres théâtres d'opérations, au premier rang desquels figurent les vives tensions en Asie du Nord-Est.

La Bataille du Pétrole

Le pétrole semble être le véritable déclencheur de ce revirement diplomatique. En réplique aux frappes américano-israéliennes, l'Iran avait bloqué hermétiquement le détroit d'Ormouz. Par cette artère stratégique transite quotidiennement 1/5 du pétrole brut mondial. Ce blocus naval asphyxié les flux énergétiques, menaçant de plonger l'économie planétaire dans une catastrophe économique. En juin 2026, le prix du baril de Brent s'est envolé pour dépasser les 90 dollars, après avoir frôlé le pic historique de 118 dollars au plus fort de la guerre en avril. Cette flambée historique des cours de l'or noir a eu des répercussions immédiates et dévastatrices sur le quotidien des citoyens américains. L'inflation des prix à la pompe et la hausse généralisée du coût de la vie ont durement touché le pouvoir d'achat des ménages. À quelques mois seulement des élections de mi-mandat aux États-Unis, la popularité économique de Trump s'effondrait dans les sondages. La signature du protocole d'accord a agi comme une soupape de sécurité immédiate pour des marchés financiers asphyxiés. Dès l'officialisation du texte, la perspective de la réouverture du détroit d'Ormouz et la reprise des exportations de brut iranien

ont provoqué un reflux brutal des cours. Le baril de Brent a rechuté à 79 dollars, soulageant Washington. Donald Trump justifie ce compromis par les préceptes stricts de sa doctrine « America First ». Confronté au coût faramineux du futur plan de reconstruction économique de l'Iran, estimé à 300 milliards de dollars, il a martelé qu'aucun dollar du contribuable américain ne serait dépensé mais que cela proviendra exclusivement de la levée progressive des sanctions, d'investissements massifs de la part de partenaires régionaux, notamment les riches monarchies du Golfe. Le vice-président JD Vance s'est chargé de préciser l'architecture de cette flexibilité tactique, Washington conservant un contrôle total sur le calendrier du gel des avoirs iraniens et de l'allègement gradué des sanctions économiques, conditionné au respect par Téhéran de ses engagements concernant ses stocks d'uranium enrichi. Enfin, cette signature a mis en lumière une fêlure politique entre Washington et Benjamin Netanyahu. Donald Trump a exigé d'Israël de modérer ses frappes sur le Liban, refusant de laisser l'agenda militaire de Jérusalem dicter le calendrier économique et électoral de la Maison-Blanche. Pour la première fois depuis le retrait américain de l'accord nucléaire en 2018, Washington a officiellement accordé des dispenses de sanctions à Téhéran pour lui permettre d'exporter son brut de manière légale. L'Iran dispose d'une arme commerciale de poids, pas moins de 30 mil-



ILLUSTRATIONS
IA ISRAEL MAGAZINE TOUS DROITS RÉSERVÉS

lions de barils de pétrole actuellement stockés sur l'île de Kharg, prêts à être expédiés immédiatement pour renflouer les caisses vides de l'État. Sur le plan de la logistique maritime, c'est la fin du cauchemar pour les compagnies de la région, à l'instar de l'ADNOC aux Émirats arabes unis. Les pétroliers n'ont plus à naviguer clandestinement en coupant leurs transpondeurs pour franchir le détroit d'Ormouz, ce qui normalise instantanément les coûts de transport et d'assurance. Les analystes invitent cependant à la prudence car si la trêve se pérennise, la reprise massive de la demande industrielle mondiale pour ce pétrole désormais disponible pourrait paradoxalement réveiller de nouvelles pressions inflationnistes à l'échelle globale. Ce retour à la légalité bouscule profondément la position de la Chine. Durant toute la durée des hostilités, Pékin a joué un rôle d'« amortisseur de crise » très intéressé. Profitant de l'isolement de Téhéran, les petites raffineries privées chinoises situées dans les provinces du Shandong et de Daqing importaient massivement du brut iranien sous sanctions à des prix bradés, générant des marges bénéficiaires ex-

ceptionnelles. La fin des sanctions sonne le glas de ce marché noir très avantageux pour Pékin, car l'Iran peut désormais vendre son pétrole au prix fort sur le marché international officiel. L'Empire du Milieu n'a toutefois pas tardé à s'adapter : Téhéran vient de contractualiser la vente officielle et directe de 10 millions de barils — soit l'équivalent de cinq super-pétroliers à destination de la Chine. Grâce à ses immenses réserves stratégiques qui lui ont permis de résister au choc pétrolier du printemps sans faire exploser les prix à ses propres pompes, la Chine sort renforcée. En s'imposant d'emblée comme le premier acheteur officiel d'un Iran libéré des chaînes américaines, Pékin consolide durablement son ancrage économique et sa domination géopolitique au Moyen-Orient. À Washington, la signature du protocole a brisé l'unité de la classe politique et provoqué une violente tempête au Capitole. Les divisions traversent le parti républicain lui-même. Les faucons de la droite conservatrice, menés par le sénateur Lindsey Graham, crient au scandale et à la trahison de la doctrine de la « pression maximale ». Ils affirment



que cet accord est une capitulation face au terrorisme, survenue au moment précis où le régime théocratique iranien chancelait sous les bombes. À l'opposé, l'aile nationaliste « America First », fidèle à JD Vance, défend une victoire du pragmatisme qui éviterait aux États-Unis de s'embourber dans une nouvelle « guerre sans fin » au Moyen-Orient. Les Démocrates, quant à eux, affichent un profond embarras. S'ils ne peuvent que saluer la désescalade militaire et le retour de la diplomatie, ils reprochent vivement à Trump d'avoir mené une guerre ruineuse pendant des mois pour finalement accoucher d'un texte temporaire moins solide et exigeant que l'accord nucléaire initial de 2015 (le JCPOA).

En coulisses, l'administration Trump a exercé une pression diplomatique et financière sur le cabinet de Netanyahu pour obtenir l'arrêt immédiat des opérations militaires d'envergure. Du jour au lendemain, les frappes sur Beyrouth ont cessé pour donner une chance à la diplomatie américaine. Le Hezbollah libanais s'est peu aligné sur la feuille de route dictée par son parrain théocratique, imposant un gel total (pas vraiment NDLR) des at-



taques de missiles contre le nord d'Israël. Toutefois, Israël dissimule à peine sa colère et sa frustration et considère ce compromis américain comme un simple pansement temporaire dangereux, qui ne règle en rien la menace existentielle à ses frontières et qui offre surtout au Hezbollah et à l'Iran un laps de temps inespéré pour reconstituer leurs stocks de missiles détruits.

Les Soixante Jours de l'Iran : Une Course Contre la Montre pour la Survie Économique

Pour l'Iran, ces soixante jours de trêve représentent un ballon d'oxygène vital pour éviter l'effondrement

d'un pays étouffé par une inflation vertigineuse qui dépasse désormais les 80 %. Sa priorité absolue est de récupérer ses liquidités financières gelées à l'étranger, estimées à 24 milliards de dollars. L'Iran s'active pour débloquer une première tranche de 12 milliards de dollars. Un montant de 6 milliards de dollars, jusqu'alors séquestré dans les banques du Qatar, est déjà en cours de transfert officiel pour financer l'achat massif de biens humanitaires, de médicaments et de produits agricoles. Simultanément, le pays met les bouchées doubles pour relancer son appareil industriel de production pétrolière avec un objectif affiché de 2 millions de barils par jour, profitant de la libre circulation retrouvée dans le détroit d'Ormouz. Le second défi de Téhéran est celui de la reconstruction d'urgence. Les frappes aériennes du

printemps ont causé des ravages structurels immenses, évalués à près de 270 milliards de dollars de dégâts sur l'ensemble du territoire. Le cœur industriel du pays a été touché comme les aciéries, les grandes raffineries nationales et le complexe gazier ultra-stratégique de South Pars qui sont en partie paralysés. Le gouvernement iranien utilise cette trêve pour dresser l'inventaire des destructions — les réparations les plus urgentes pour le seul secteur de l'énergie s'élèvent déjà à 19 milliards de dollars — et pour planifier le déploiement du futur fonds international de reconstruction de 300 milliards de dollars mentionné dans les annexes de l'accord. Face aux exigences américaines, le Conseil suprême de sécurité nationale iranien avance avec une extrême méfiance. Téhéran applique

le principe d'une réciprocité chirurgicale, prévenant qu'il ne procédera au gel effectif de ses centrifugeuses et à la dilution de son uranium que si Washington valide concrètement et en temps réel l'accès de l'Iran aux marchés financiers internationaux.

Le Dilemme des Monarchies du Golfe

Du côté des monarchies arabes du Conseil de coopération du Golfe (CCG), la signature a provoqué des réactions ambivalentes. Au niveau économique, c'est un vent de soulagement qui a soufflé sur les places financières de la région. La fin de la « guerre totale de l'énergie », qui avait vu des drones et des missiles iraniens frapper de plein fouet les oléoducs de Yanbu en Arabie saoudite et les terminaux de Fujairah aux Émirats arabes unis, a rassuré

les investisseurs internationaux. La bourse de Dubaï a bondi de 1,7 %, portée par une hausse massive de l'immobilier, de la logistique et de la finance. Le Qatar a joué un rôle de premier plan en abritant les négociations secrètes entre diplomates américains et iraniens, tandis que l'Arabie saoudite, appuyée par la Turquie et le Pakistan, a pesé de tout son poids politique pour arracher cette trêve afin d'éviter que la destruction de la région ne vienne réduire à néant ses pharaoniques projets de transition économique, au premier rang desquels figure le plan saoudien « Vision 2030 ». Pourtant, derrière les sourires et les communiqués officiels de félicitations, Riyad et Abou Dabi digèrent mal la méthode américaine, ressentant un profond sentiment de vulnérabilité et de trahison. La guerre de 2026 a fait voler en éclats une croyance géopolitique vieille de plusieurs décennies : l'idée que les bases militaires américaines installées dans le Golfe constituaient un bouclier inviolable. Non seulement ces bases n'ont pas empêché les frappes iraniennes, mais leur présence a fait des monarchies arabes des cibles prioritaires pour un Iran aux abois. Le fait que Donald Trump ait choisi de s'entendre directement avec l'ennemi chiite, tout en continuant d'exiger en parallèle que les pays du Golfe paient des sommes astronomiques pour leur propre protection, est vécu au sein des palais royaux comme un véritable chantage politique. Les dirigeants du Golfe ont tiré les leçons de cette crise. Constatant que l'Iran sort de cette épreuve, certes affaibli sur le plan militaire, mais politiquement renforcé et capable de bloquer à sa guise l'économie mondiale, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis se préparent désormais à une ère nouvelle de « coexistence armée ». Ils choisissent de maintenir un canal de dialogue direct et permanent avec Téhéran pour sanctuariser leurs infrastructures, actant définitivement le fait qu'ils ne peuvent plus s'en remettre aveuglément à la protection de Washington dans un Moyen-Orient où l'Amérique n'est décidément plus le seul maître du jeu. ■

En pleine période de turbulences régionales, alors que le pays sort d'une confrontation militaire directe avec l'Iran, les chiffres racontent une histoire bien différente de celle que l'on pourrait imaginer pour un État en guerre. Porté par une croissance insolente estimée à près de 4 % pour 2026, Israël surclasse la majorité des pays développés de l'OCDE.

Cette résilience unique repose sur le paradoxe que le conflit n'a pas éteint les moteurs économiques de la nation, il les a reconfigurés. La guerre avec l'Iran a pourtant provoqué un choc immense sur les marchés mondiaux de l'énergie. La fermeture temporaire du détroit d'Ormouz a fait bondir le prix du baril de pétrole Brent au-delà de 120 dollars au plus fort de la crise, menaçant l'économie mondiale d'une nouvelle vague inflationniste. Pour Israël, l'impact direct de cette crise pétrolière a été largement amorti par son indépendance énergétique croissante, grâce à l'exploitation massive de ses propres réserves de gaz naturel en mer. Si les dépenses militaires ont lourdement pesé sur le budget de l'État, provoquant une hausse mécanique du déficit, les recettes fiscales ont bondi de manière inattendue, portées par une consommation intérieure record. De plus, le secteur de la Défense et de l'armement, avec des géants comme Elbit Systems, tourne à plein régime et attire des capitaux massifs, compensant largement le ralentissement temporaire du tourisme. L'autre excellente surprise vient du front des prix. L'inflation en Israël est en nette baisse, retombant fermement à 1,9 % en mai 2026, soit bien en dessous des attentes du marché et parfaitement dans la cible fixée par les autorités. Ce reflux rapide de l'inflation a donné l'oxygène nécessaire à la Banque d'Israël pour amorcer une baisse de son taux directeur à 3,75 %. Cette détentente monétaire a un impact direct sur le coût du crédit. Après des mois de politique stricte qui avaient freiné l'immobilier et la création



L'ÉCONOMIE ISRAÉLIENNE DÉFIE LES LOIS DE LA GRAVITÉ FINANCIÈRE

d'entreprises, la baisse des taux redynamise l'accès aux financements. Les ménages et les entrepreneurs respirent à nouveau, ce qui alimente une reprise immédiate de l'activité. Le shekel, quant à lui, affiche une santé de fer, soutenu par des investissements technologiques étrangers qui continuent d'affluer malgré le climat géopolitique. Pendant que l'économie israélienne démontre sa suprématie technologique, le terrain diplomatique et industriel révèle des fractures amères, notamment avec Paris. Lors du salon international de la défense Euro Satory 2026 à Villepinte, le gouvernement français a choisi d'interdire le pavillon officiel d'Israël et d'emmu- rer littéralement les stands

des entreprises israéliennes exposant du matériel offensif. Pour de nombreux observateurs et officiels à Jérusalem, cette mise au ban est perçue comme une marque de "lâcheté française". Sous couvert de moralité politique face aux conflits, la décision française cache un calcul commercial hypocrite. La France cherche à écarter des technologies de défense israéliennes testées sur le terrain, jugées bien plus performantes que leurs équivalents français. En réponse à ce que l'État hébreu qualifie de trahison politique, il a purement et simplement gelé toutes ses acquisitions militaires auprès de la France, actant une rupture profonde entre les deux pays.

L'évolution des relations franco-israéliennes et les nouvelles perspectives de croissance de l'État hébreu dessinent une géopolitique économique en pleine mutation. La dégradation des relations diplomatiques a provoqué un séisme dans la coopération militaire. En mars 2026, Israël a décidé de ramener à zéro ses achats d'armement auprès de la France répondant directement aux mesures hostiles de Paris. Jérusalem reproche aussi à la France de lui avoir interdit le survol de son espace aérien pour des avions transportant des munitions contre l'Iran. Les tensions ont culminé au salon Euro Satory 2026, où la France a interdit le pavillon national israélien dont les entreprises ont été cloîtrées

derrière des cloisons les privant du droit d'exposer des armes offensives. Jérusalem dénonce une « mesure cynique et discriminatoire » et y voit une tentative de Paris de masquer la supériorité technologique israélienne pour protéger ses propres parts de marché. En réponse, Israël accélère sa stratégie d'autonomie nationale en redirigeant ses budgets vers ses propres usines et des partenaires plus fiables. Sur le plan commercial global, si le divorce militaire est consommé, les échanges civils résistent.

L'Union européenne reste le premier partenaire commercial d'Israël, limitant le risque d'une rupture économique totale. Sur le plan intérieur, l'instauration progressive du cessez-le-feu

libère une puissance économique considérable et la croissance est révisée à la hausse et s'établissent désormais solidement entre 3,3

guerre, l'économie israélienne efface ses pertes à une vitesse qui surprend les marchés internationaux. La reprise économique d'Is-

sur le champ de bataille. » La baisse du déficit budgétaire israélien à 3,75 % du PIB envoie un signal de confiance massif aux mar-

chés financiers. Combinée à une inflation maîtrisée à 1,9 %, cette rigueur a provoqué une appréciation spectaculaire du shekel. La monnaie israélienne s'est renforcée de plus de 7 % face à l'euro. Ce shekel très fort agit comme un bouclier contre l'inflation, car il rend les produits importés d'Europe beaucoup moins chers pour les consommateurs israéliens. En revanche, cette monnaie forte commence à poser un problème inverse pour les exportateurs de la Tech. Leurs coûts locaux en shekels augmentent alors que leurs revenus sont libellés en devises étrangères.

kat, le ministre de l'Économie et de l'Industrie d'Israël. « le combat contre l'Iran et de ses affiliés augmente les perspectives de paix. Et quand on parvient à baisser les menaces, on ouvre des possibilités, qui favorisent la reprise économique. Les 5 % de croissance sont tirés notamment par la cybersécurité, la défense, mais aussi l'ensemble des sociétés de tech dans la santé ou l'agriculture. Le PIB par habitant en Israël a ainsi grimpé pour la cinquième année consécutive à environ 70.000 dollars par tête au lieu de 60.000 dollars. Nos exportations sont en forte croissance, les investissements progressent, et la Bourse affiche une hausse de 100 % au cours des deux dernières années, soit la plus forte hausse des pays occidentaux. Enfin, notre monnaie, le shekel, est plus forte que jamais. » A cet égard, le ministre cite en exemple la réforme des importations adoptée par Israël en janvier 2025, une réforme surnommée : « Ce qui est bon pour l'Europe est bon pour Israël. » Israël a renoncé à imposer sa normalisation des produits, de l'alimentation et des cosmétiques, pour adopter celle de l'Europe pour toutes les importations de l'Union estimées à environ 110 milliards de shekels (33 milliards d'euros). Les sociétés européennes ont eu des volumes de vente en hausse et les ménages israéliens, des prix plus compétitifs. Les dépenses publiques liées à la guerre pèsent évidemment sur l'endettement du pays, qui atteint désormais 71 % du PIB, soit 10 points de plus qu'avant le 7 octobre 2023. Mais elles sont compensées par la nouvelle force de l'industrie de défense du pays. Les exportations dans la défense ont atteint en 2025 un record à 19,2 milliards de dollars, un montant qui se rapproche du niveau des exportations françaises ! Mais avec un portefeuille de produits assez différent. Quand Paris vend des frégates, des sous-marins ou des avions de chasse, Israël vend des missiles, des roquettes et des systèmes de défense antiaérienne (29 % des exportations), ainsi que des radars, de l'électronique, ■



% et 3,8 % pour 2026. Elles pourraient même bondir au-delà de 5,3 % dès 2027 avec la stabilisation sécuritaire. Le chômage a baissé à 2,9 % contre 3,4 % avant la guerre en 2023. La fin des combats majeurs a déclenché un effet de rattrapage spectaculaire. Les dépenses par carte bancaire des Israéliens ont atteint un sommet historique de 52 milliards de shekels en mai 2026. Portées par cette consommation et l'efficacité de la collecte, les recettes fiscales de l'État affichent une hausse réelle de 11 %. Le déficit budgétaire a reflué à 3,75 % du PIB. Ce chiffre s'avère bien plus vertueux que l'objectif initial de 4,9 % fixé par le gouvernement.

Comment la technologie israélienne réoriente ses exportations hors d'Europe

Face à cet afflux de liquidités, le ministère des Finances a validé un élargissement des tranches d'imposition au profit des classes moyennes. Cette mesure redonne immédiatement du pouvoir d'achat aux travailleurs. Libérée du poids le plus lourd de la

raël s'accompagne d'une transformation profonde de ses moteurs technologiques, de sa monnaie et de ses territoires frontaliers. La Tech israélienne ajuste sa stratégie géographique. Contrairement aux idées reçues, les entreprises technologiques israéliennes ne coupent pas les ponts avec l'Europe mais renforcent en réalité leurs structures commerciales sur le Vieux Continent pour rassurer les clients. Le Royaume-Uni et l'Allemagne restent des bases majeures. Cependant, le grand changement est ailleurs : face aux tensions géopolitiques, les entreprises de la Startup Nation transfèrent massivement une partie de leurs cadres et de leur Recherche & Développement (R&D) vers les États-Unis et l'Europe de l'Est. Aujourd'hui, seulement 62 % des employés des firmes technologiques privées israéliennes travaillent physiquement en Israël, contre 69 % auparavant. Ce mouvement vers l'Amérique du Nord permet de sécuriser les levées de fonds majeures. En parallèle, les exportations de matériel de défense et de cybersécurité s'orientent très fortement vers l'Asie-Pacifique (qui pèse désormais 32 % du total mondial) et vers le Moyen-Orient via les pays signataires des accords régionaux. Partout, l'on veut du matériel de défense israélien qui a fait ses preuves

25 % de l'économie liée à la tech

Nir Barkat explique cette performance par la dynamique entrepreneuriale, notamment dans la tech, qui a saisi Israël. « Au total, 25 % de notre économie est liée à la tech, précise Nir Barkat. Nous sommes uniques dans le monde. Regardez la guerre en Ukraine, plus de 4 millions de personnes ont quitté le pays. Mais depuis le 7 octobre 2023, 150.000 personnes sont revenues en Israël pour combattre. C'est le seul Etat juif et les juifs n'ont pas d'autre foyer »

Le grand plan de reconstruction agricole et régional du Nord

Après l'instauration des cessez-le-feu, le gouvernement israélien a validé un plan d'urgence massif de 22 milliards de shekels (environ 5,5 milliards d'euros) spécifiquement dédié à la reconstruction et au développement du Nord du pays. Une enveloppe spécifique d'un milliard de shekels est injectée pour réparer les infrastructures hydrauliques et dépolluer les terres agricoles et les cours d'eau endommagés par les combats. L'État finance la création d'espaces éducatifs et professionnels pour former une nouvelle génération de leaders agricoles en intégrant les technologies du futur (Food-Tech et robotique agricole). Le plan prévoit près de 600 millions de shekels pour inciter des géants de la Tech à s'installer dans le Nord. S'y ajoutent de lourds investissements dans la santé et la sécurité pour inciter les populations déplacées à revenir. En dépit des conflits, Israël enregistre une croissance robuste, une inflation maîtrisée et un chômage historiquement bas. Nir Barkat, ministre de l'Économie et de l'Industrie, donne les clés de ces performances. le coup porté par le 7 octobre 2023 a aussi ouvert des opportunités », explique dans un entretien avec « Les Echos », Nir Bar-



Votre patrimoine grandit ch

Vente • Locations • Investi s

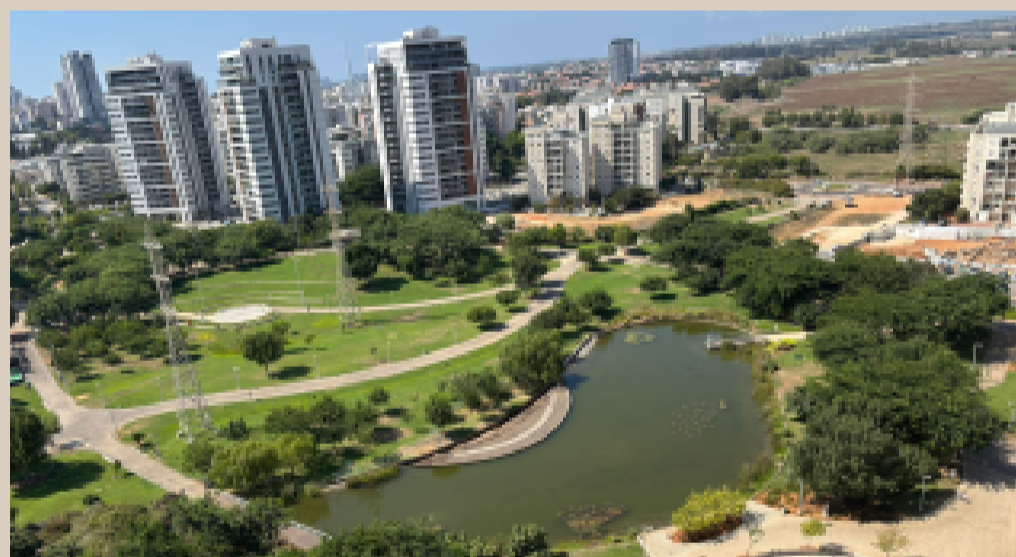
Une équipe dynamique et sérieuse implantée sur le pays depuis plus



EXCLUSIVITE RAANANA

PROCHE KIKAR , 4 P SPACIEUX (5P A L ORIGINE)
130 m2 16 m2 terrasse, asc shabbatique, cave et
parking couvert, 7 eme etage

■ 3.390.000 SH



EXCLUSIVITE HEDERA

4 p recent 105 m2 28 m2 terrasse, vue sur parc
16 eme etage. asc shabbatique. parking et cave.

■ 2.250.000 SH

4 P 110 M2, PARKING ASC, 1 ER ETAGE.
PROCHE BD ROTCHILD ■ 5.790.000 SH



EXCLUSIVITE KFAR SABA AYEROUKA

5 p spacieux, 135 m2 net, 26 m2 de terrasse , vue sur
verdure, dans immeuble boutique. salon spacieux,
parking sous terrain et cave.

■ 4.050.000 SH



en plein coeur de la ville, terrain de 785 m2 net
possibilite construction deux maisons.

produit rare

■ prix sur demande



EXCLUSIVITE TEL AVIV



Grand choix de produits d'investissement • Locations courtes
et longues durées sur Tel-Aviv - Raanana - Netanya

133 rue Ahouza, Raanana | Tél : 09-77 44 505 | 054-735 35 14

E-mail : laurencezemour25@gmail.com | www.zemour-israel.com

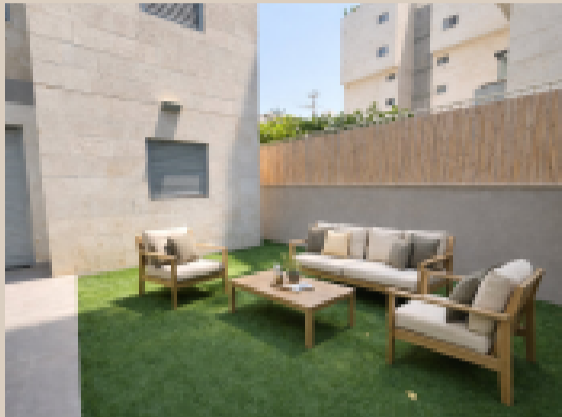
un beau jour en toute sérénité !

Investissement • Gestion de biens

plus de 20 ans pour vous accompagner fidèlement durant la transaction



Laurence Zemour



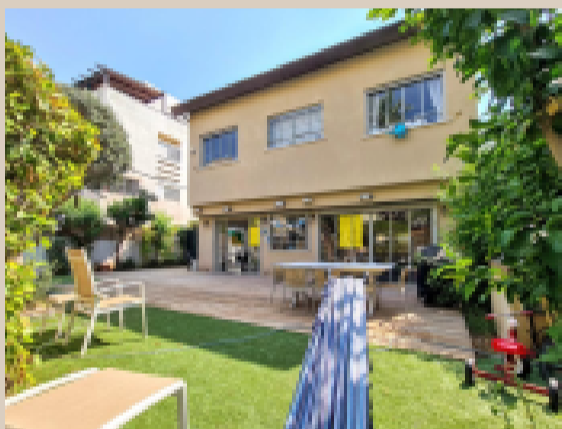
EXCLUSIVITE RAANANA

rdj 4 p, 118 m2 90
m2 jardin, parking et
cave
■ 4.290.000 SH



EXCLUSIVITE RAANANA

cottage 5.5 p 173 m2 sur
257 m2, beau séjour
■ 5.390.000 SH



EXCLUSIVITE RAANANA

cottage 7 p 257 m2
sur 265 m2, très
grand jardin.
possibilité piscine
■ 7.380.000 SH



EXCLUSIVITE RAANANA

beau 3 p 78 m2 15 m2
terrasse, très lumineux
en plein centre ville,
parking souterrain cave et
asc shabbatique
■ 2.870.000 SH



EXCLUSIVITE RAANANA centre

4 p spacieux, 128 m2
13 m2 souccah
très lumineux 4ème
étage mamad
parking et cave
asc shabbat
■ 3.290.000 SH



EXCLUSIVITE RAANANA centre

4 p neuf 108 m2 12 m2
terrasse, asc shabbat
parking couvert et cave.
■ 3.490.000 SH

**GRAND CHOIX DE LOCATION SUR RAANANA, KFAR
SABA ET TEL-AVIV. VEUILLEZ NOUS CONSULTER**
Contactez nous pour tout projet d'achat, notre agence commercialise
de nombreux projets sur plusieurs villes dans le pays.

Scannez le QR Code ci-
contre pour nous contacter
directement sur Whatsapp



Grand choix de produits d'investissement

Locations courtes et longues durées

sur Tel-Aviv - Raanana - Netanya



Illustration Israël Magazine



L'ALLIANCE DE LA GRÈCE AVEC ISRAËL. UNE MENACE MAJEURE POUR L'AGRESSIVE TURQUIE

La rivalité permanente entre la Grèce et la Turquie concerne la question de la souveraineté en mer Égée, l'étendue des eaux territoriales de chaque partie, de l'espace aérien national, et de l'étendue des zones en matière d'exploitation économique en mer et sur les fonds marins. Toutes ces revendications comme obs-

lètes – les dispositions du Traité de Lausanne (1923), le traité international qui a marqué la fin des sanglantes guerres balkaniques (1912–1922), sous la « garantie » des grandes puissances navales de l'époque et la surveillance de l'URSS. Le fait que la Grèce et la Turquie aient été les principaux piliers du flanc sud-

est de l'OTAN a servi, pendant la Guerre froide, de cadre de modération et de discipline pour les dirigeants politiques des deux camps. Il n'en reste pas moins que c'est un secret de polichinelle que les deux pays se sont parfois retrouvés au bord d'un conflit militaire dévastateur. En 2010, le raid mené par

Israël contre le navire terroriste turc Mavi Marmara, en mission de soi-disant solidarité vers Gaza, a incité Erdogan à déclarer la détérioration, déjà latente, des relations entre la Turquie et Israël. Depuis lors, on s'accorde à dire qu'avant que les réorientations au Moyen-Orient au sens large ne soient achevées, un affront-

tement militaire entre la Turquie et Israël sera hautement probable, voire inévitable.

En 2016, la tentative de coup d'État visant à renverser Erdogan a été reconnue par le gouvernement turc comme ayant été inspirée par les États-Unis. Il s'en est suivi une déstabilisation significative des relations américano-turques. Aujourd'hui, le rôle stratégique de la base de l'OTAN à Incirlik a été réduit au profit de celle de Souda, en Crète, qui sert désormais de pilier principal de l'euro-atlantisme en Méditerranée orientale. La classe dirigeante grecque tenterait de compenser son désavantage en cas de confrontation bilatérale avec la Turquie (un pays plus



vaste, avec une population dix fois plus nombreuse, une armée puissante et une industrie de défense en pleine expansion...), en misant sur son potentiel d'alliances diplomatiques et militaires plus larges.

Cette stratégie a été adoptée par tous les gouvernements grecs qui se sont succédé

En 2011, Georges Papan-dréou a annoncé sa nouvelle politique nationale, baptisée « stratégie des hydrocarbures ». Il s'agissait d'un vi-

rage vers la recherche de gisements de gaz naturel et de pétrole dans les fonds marins de la Méditerranée (à des profondeurs dépassant 3000 mètres et dans des zones à haut risque sismique). Un projet censé transformer la Grèce en une puissance exportatrice de combustibles fossiles. Le lien entre la « stratégie des hydrocarbures » et les plans de renforcement géopolitique de l'État grec en Méditerranée orientale était évident : la plupart des réserves présumées se trouvent dans les eaux internationales, en dehors des zones de souveraineté grecque reconnues. Le seul élément qui conférerait à ce plan un semblant de réalisme était le soutien des forces euro-atlantiques, qui s'est traduit par l'acquisition de tous les droits d'exploration, d'extraction et de commercialisation future des hydrocarbures potentiels par les géants américains de l'extraction, ExxonMobil et Chevron. Les entreprises européennes Total et Eni, se sont finalement retirées, reconnaissant que la viabilité économique était, pour le moins, incertaine.

Le gouvernement de Samaras (parti conservateur, Nouvelle Démocratie) a lié la stratégie extractiviste à la diplomatie des gazoducs, présentant des projets ambitieux visant à acheminer le gaz naturel et le pétrole depuis les côtes d'Israël et d'Égypte (avec leurs vastes gisements de Léviathan et de Zohr, respectivement) vers les marchés européens via Chypre et la Grèce (le gazoduc EastMed). Cela a jeté les bases des « triades » d'alliances économiques, diplomatiques et militaires : Grèce-Chypre-Israël et Grèce-Chypre-Égypte.

Sous les auspices de l'ambassadeur américain Jeffrey Payette, en 2016, lors d'un sommet à Nicosie, le « format 3+1 » (Grèce - Chypre - Israël + les États-Unis) a été officialisé comme le principal pilier de soutien à la stabilité des intérêts occidentaux dans la région. Selon Payette, il s'agissait d'un nouvel « arc de confinement » contre les adversaires du camp euro-atlantique en Méditerranée orientale. Cet « arc » assume désormais le rôle traditionnellement dé-

volu au flanc sud-est de l'OTAN. Le gouvernement turc a vivement réagi, Erdogan évoquant pour la première fois des « plans visant à encercler la Turquie ».

En 2021, le pacte de « défense » gréco-français prévoit l'intervention militaire de la France en cas de guerre contre la Grèce, renforce la coopération dans le secteur de l'industrie de la Défense, ainsi que les achats par l'État grec de matériel militaire lourd français. Ce pacte a été renouvelé lors de la récente visite de Macron à Athènes, élargi pour inclure davantage de ventes d'armes françaises, et assorti d'une promesse concernant la participation grecque au programme nucléaire français. En 2022, l'Accord de coordination de défense mutuelle (MDCA) avec les États-Unis a été renouvelé, renforçant les bases militaires américaines sur le territoire grec, incluant une garantie des États-Unis pour « la sécurité et l'intégrité territoriale de l'État grec », et intensifiant les programmes d'acquisition d'armement en fournissant, entre autres, des avions de combat F-35 à l'État grec. Le MDCA confirme le lien étroit entre les politiques énergétiques et les plans géopolitiques : le port d'Alexandroupolis, au nord-est du pays, est en train de devenir la principale « porte d'entrée » du corridor terrestre des forces de l'OTAN vers la mer Noire et l'Ukraine. Dans le même temps, il devient également le principal point d'entrée du gaz naturel liquéfié (GNL) américain qui, via un réseau de gazoducs terrestres, sera acheminé vers la Bulgarie, la Roumanie, la Moldavie et l'Ukraine.

L'expansion significative des activités israéliennes en Grèce

Les relations économiques et militaires entre les deux pays, pendant la guerre, se sont multipliées. Les exportations grecques vers Israël

consistent en carburants et autres produits pétroliers, minéraux et métaux, denrées alimentaires, produits pharmaceutiques et produits chimiques. À l'inverse, Israël investit en Grèce dans les secteurs de l'énergie, du tourisme et de l'immobilier, ainsi que dans les industries d'armement et de logiciels militaires. Israël a pris en charge la formation au combat des pilotes de l'armée de l'air grecque, « rachetant » l'aéroport militaire de Kalamata et entreprenant la modernisation de toutes les infrastructures connexes. Il a entrepris la construction d'un « dôme de protection » antimissile et anti-drone en mer Égée, sous le nom de Bouclier d'Achille qui constitue en pratique une extension du Dôme de fer en Méditerranée orientale -, avec la fourniture du système Flèche de David (interception de missiles balistiques) à la Grèce, le déploiement d'un système de drones espions, l'installation de systèmes de lance-roquettes multiples sur les îles grecques. Les exercices militaires conjoints aériens et navals sur le territoire grec sont désormais une norme annuelle. Dans l'industrie de la défense grecque en pleine expansion, la présence d'Israël est évidente, avec des capitaux et des technologies qui affluent vers les centaines de « start-ups » qui se multiplient. De nombreux hôtels, des immeubles d'appartements entiers, voire des villages dans les régions touristiques (par exemple, en Chalcidique) ont été rachetés par des fonds israéliens et servent de lieux de repos et de loisirs aux israéliens. Israël investit également dans les médias de masse, dans les événements culturels et, plus largement, dans les mécanismes idéologiques et politiques, dans le but d'améliorer son image aux yeux du public, dans un pays où la grande majorité de la société soutenait traditionnellement la cause palestinienne. Le gouvernement Netanyahu a ainsi choisi le territoire grec comme espace allié offrant une « profondeur stratégique » pour Israël. La classe dirigeante grecque a accueilli ce choix avec enthousiasme, estimant qu'une alliance étroite avec

Israël, avec la bénédiction des États-Unis, leur confère un avantage diplomatique et, si nécessaire, militaire dans leur rivalité avec la Turquie. En collaboration avec le gouvernement Netanyahu, Chypre et la Grèce promeuvent la revendication d'une « continuité géographique » entre les zones maritimes de souveraineté d'Israël, de Chypre et de la Grèce, afin de rendre réalisables les projets d'installation de gazoducs sous-marins, ainsi que les câbles d'interconnexion électrique sous-marins reliant Israël à l'Europe via Chypre et la Grèce (Great Sea Interconnector). Le détail préoccupant de ces projets est qu'ils conduisent à l'exclusion totale de la Turquie de tout accès à la Méditerranée orientale.

Réactions de la Turquie

Erdogan est déjà en train de faire adopter par le Parlement une résolution qui fera valoir les revendications turques en mer Égée - tout à fait analogues aux revendications grecques -, tout en menaçant de saisir les organisations internationales en accusant l'État grec de violations unilatérales du droit international. Il rappelle l'ancienne résolution du Parlement turc qui stipulait que toute tentative d'exclure la Turquie de tout accès à la mer serait considérée comme un casus belli. L'effort visant à renverser la politique d'armement et le virage vers une économie de guerre est une condition préalable indispensable pour mettre fin à l'austérité dans un pays où les écoles et les hôpitaux publics sont au bord de l'effondrement. La revendication d'une rupture avec l'OTAN, de la résiliation des accords militaires avec les États-Unis et la France, et du démantèlement des bases militaires qui ont envahi le pays, constitue une condition préalable à tout changement progressiste, voire modérément réformiste, sur la scène politique. Et la revendication d'une politique de paix, d'amitié et de solidarité avec le peuple turc est directement liée à tous les objectifs susmentionnés et les résume politiquement. ■

GÉOPOLITIQUE



LE «PIÈGE DE THUCYDIDE»

Lorsque le président chinois Xi Jinping évoqua publiquement le «piège de Thucydide» devant Donald Trump lors de leur sommet bilatéral à Pékin, le monde comprit qu'il ne s'agissait pas d'une simple coquetterie académique, mais d'un avertissement stratégique majeur. En posant la question de

savoir si la Chine et les États-Unis sauraient surmonter ce vertige historique, le dirigeant chinois tentait de tracer une ligne rouge absolue, notamment autour du destin de Taiwan, pour éviter qu'un incident fortuit ne mette le feu aux poudres mondiales. Ce concept, popularisé dans

les années 2010 par le politologue américain Graham Allison, puise sa sève dans l'Antiquité grecque. L'historien Thucydide théorisait alors que la guerre du Péloponnèse était devenue inévitable en raison de l'ascension d'Athènes et de la peur viscérale qu'elle inspirait à Sparte, la puissance

établie. Vingt-cinq siècles plus tard, la tragédie antique change de visages mais conserve son implacable mécanisme; la Chine endosse aujourd'hui la tige d'Athènes - vibrante, ambitieuse et désireuse de clore le « siècle des humiliations » - tandis que les États-Unis incarnent Sparte,

observant avec une anxiété croissante l'érosion de leur hégémonie planétaire. L'engrenage n'est pas seulement militaire ou marchand, il est profondément psychologique, articulé autour de syndromes miroirs où chaque geste défensif est perçu par l'autre comme une agression intolérable.

Le dominant souffre d'une paranoïa structurelle face aux routes commerciales nouvelles et à la modernisation technologique de son rival ; l'émergent, quant à lui, estime légitime de réécrire des règles internationales qui l'entravent. C'est dans cette poudrière de méfiance réciproque qu'une simple étincelle périphérique suffit à déclencher un chaos que nul ne désirait au départ. En brandissant ce miroir historique, Pékin opère une habile manœuvre diplomatique : rejeter par avance la responsabilité d'un conflit sur l'anxiété de Washington, tout en feignant de tendre la main pour négocier un modèle de coexistence gérée. Face à cela, Donald Trump, fidèle à sa rhétorique, choisit de balayer la fatalité historique pour n'y voir qu'une critique de la présidence de son prédécesseur, réaffirmant la superbe dynamique de sa propre nation. Pourtant, réduire cette dynamique à une simple rivalité théorique serait ignorer les angles morts qui s'embrasent sous nos yeux.

Aujourd'hui

À la lueur de la fragmentation géopolitique actuelle, le piège ne se referme pas seulement dans le détroit de Taiwan, mais s'étend désormais aux artères vitales de l'économie mondiale. Les tensions persistantes autour de l'Iran et du détroit d'Ormuz — point de passage d'un cinquième des flux mondiaux d'or noir — font peser l'ombre d'un choc pétrolier d'une ampleur inédite. Si la diplomatie chinoise cherche à rejeter la responsabilité morale d'un conflit sur la « paranoïa américaine », elle oublie que les marchés financiers et les analystes tirent la sonnette d'alarme : le monde sous-estime l'impact d'une crise énergétique durable. Un blocage, même partiel, de ces routes maritimes raviverait l'inflation mondiale, menaçant de basculer vers un cycle stagflationniste redoutable où la stagnation étoufferait définitivement la croissance. Le pétrole demeure l'arme de guerre absolue, capable de transformer une crise périphérique en séisme

systemique. L'Histoire démontre d'ailleurs que les pénuries, les ressources et les embargos sont les accélérateurs les plus sûrs du piège. Les chiffres compilés par Graham Allison sont cruels : sur seize cas de transitions de puissance recensés au cours des cinq derniers siècles, douze se sont abîmés dans la guerre. L'Histoire regorge de ces rendez-vous manqués avec la paix, à l'instar de l'Empire allemand de 1914 dont le vertigineux essor naval et l'industrialisation rapide paniquèrent Londres, poussant le Royaume-Uni à sceller des alliances défensives jusqu'à ce que l'étincelle de Sarajevo ne déclenche l'engrenage mondial. De même, dans les années 1930, lorsque le Japon impérial chercha à imposer sa zone d'influence en Asie, ce sont les sanctions économiques américaines et l'embargo pétrolier total destiné à l'asphyxier qui agirent comme le déclencheur ultime. Se sentant acculé et persuadé que le temps jouait contre lui, Tokyo tenta le coup de poker désespéré de Pearl

Harbor. Plus loin encore, au XVI^e siècle, la France de François I^{er}, terrifiée par l'encerclement de la maison de Habsbourg, multiplia les guerres et osa des alliances paradoxales avec l'Empire ottoman pour briser l'hégémonie de Charles Quint. À chaque époque, la certitude de manquer de ressources ou d'espace vital a précipité l'affrontement. Néanmoins, le piège ne se referme pas toujours. Quatre exceptions notables prouvent que la créativité humaine et la diplomatie peuvent conjurer le sort. Ce fut le cas lors du « Grand Rapprochement » au début du XX^e siècle, lorsque le Royaume-Uni choisit de céder élégamment le leadership économique à l'Amérique montante pour mieux faire face au péril allemand. Ce fut également le paradoxe de la Guerre froide, où la certitude d'une destruction mutuelle assurée par l'atome força Washington et Moscou à inventer les fils du téléphone rouge et des traités de limitation des armements. Le grand défi du XXI^e siècle réside désormais dans cette équation inédite

où la dépendance mutuelle n'est plus une garantie de paix, mais une vulnérabilité mutuelle. La rivalité contemporaine se double d'un impératif de survie économique. Plus la Chine et les États-Unis cherchent à réduire leur dépendance — que ce soit dans les chaînes d'approvisionnement, les semi-conducteurs ou l'accès aux ressources énergétiques stratégiques — plus ils accélèrent le divorce technologique au nom d'un orgueil national exclusif. Les alertes actuelles sur l'approvisionnement brut rappellent que la transition vers un monde multipolaire est intrinsèquement instable. La véritable leçon de Thucydide n'est pas une prophétie de guerre inévitable, mais un avertissement sévère : les grandes catastrophes naissent rarement des ambitions de conquête. Elles surgissent de la peur d'abdiquer son rang, et lorsque cette angoisse du déclin rencontre l'orgueil national, la moindre perturbation sur les matières premières peut suffire à rompre un équilibre que chacun croyait pourtant protéger. ■

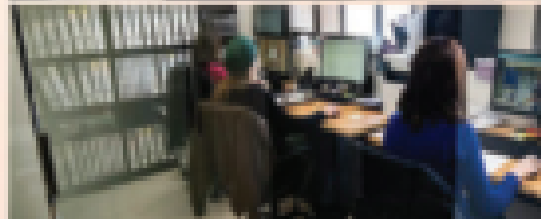
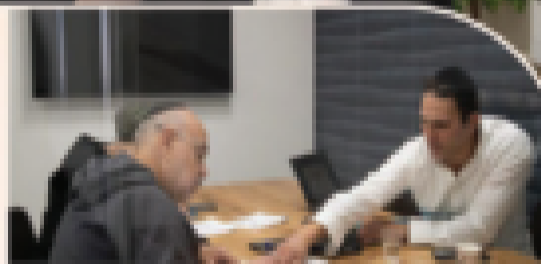


Expert-comptable Francophone en Israel

- > Création d'entreprise
- > Comptabilité Générale
- > Fiscalité Israélienne & Internationale
- > Gestion de la Paie
- > Conseil Juridique et Social
- > Services bancaires

👍 +15 Années d'expérience

👍 +10 Collaborateurs



Optimisez vos impôts dès aujourd'hui avec nos experts !

• Bureau Jérusalem :
Om Veolamo 6,
Guivat Shaoul

• Bureau Netanya :
Guiborei Israël 22

Tél.: 02-6215454

office.srcpa@gmail.com

SPORT

LE MONDIAL MONDIALISÉ

Le Mondial qui se déroule en ce moment aux Etats Unis n'aura jamais aussi bien porté son nom. En effet 48 équipes y participent venues de tous les continents, certaines pour tenter de gagner, d'autres pour raconter à la postérité qu'elles y étaient. Ce qui veut dire aussi qu'est plus forte la probabilité d'une surprise du fait du nombre élevé de participants quand on songe qu'en 1958 il n'y avait que 16 équipes qualifiées. C'est aussi une forme de mondialisation. Certains joueurs viendront pour briller mais uniquement pour leur équipe mais pour promouvoir un éventuel transfert dans un grand championnat.

Le règlement officiel de la FIFA pour la Coupe du Monde 2026 interdit aux quatre têtes de série les mieux classées (l'Espagne, l'Argentine, la France et l'Angleterre) de se rencontrer avant l'ultime étape.

En plaçant délibérément ces nations dans des parties de tableau distinctes, la FIFA a conçu le calendrier de la phase finale pour garantir mathématiquement quatre affiches de finale possibles entre ces géants. Voici ces 4 finales théoriques prévues par le tableau de la phase finale :

1. Espagne contre Angleterre la revanche immédiate de la finale de l'Euro 2024. Il s'agit statistiquement de l'affiche de finale la plus probable selon les cotes des bookmakers.

2. Espagne contre Argentine Le choc intercontinental ultime. Un duel de générations légendaire entre le prodige espagnol Lamine Yamal et Lionel Messi pour sa probable dernière apparition mondiale.

3. France contre Angleterre. Le "Crunch" du football au

sommet du monde. Un classique européen historique entre la génération dorée de Kylian Mbappé et l'armada offensive anglaise menée par Harry Kane et Jude Bellingham.

4. France contre Argentine Le remake absolu de l'anthologique finale de la Coupe du Monde 2022 au Qatar. La vengeance ultime pour les Bleus ou la confirmation définitive de la domination relative de l'Albiceleste qui n'avait gagné qu'aux penaltys.

Ce qu'il faut je crois savoir en tout cas pour les pronostiqueurs que nous sommes que notre pronostic dépend souvent de notre

tendresse pour une équipe mais ne dépend pas de notre analyse factuelle des forces en présence. Par ailleurs, la météorologie extrêmement chaude pourrait handicaper les joueurs qui approchent ou ont dépassé la quarantaine, je pense à Lionel Messi et Cristiano Ronaldo.

Le Portugal

Ce pays me paraît le plus solide défensivement et offensivement et compte 4 joueurs du Psg, champion d'Europe avec en plus et des joueurs du club de Bernardo Silva, Concuélo, Ruben Dias, Neto. Raphaël Leao. Selon la structure officielle

du tableau de la Coupe du Monde 2026, le Portugal (placé dans le Groupe K) se situe dans la même moitié de tableau que l'Angleterre (tête de série du Groupe L) et l'Argentine (tête de série du Groupe J). En fonction de sa position finale dans son groupe, le Portugal pourrait directement empêcher l'une de ces deux grandes puissances d'accéder à la finale :

1. Si le Portugal termine 1er du Groupe K, il rencontrera l'Argentine. Le scénario : S'ils respectent leur statut de favoris, le Portugal (1er du Groupe K) et l'Argentine (1ère du Groupe J) se croiseront en quarts de finale de ce côté du tableau. Cris-

tiano Ronaldo et ses coéquipiers pourraient ainsi éliminer Lionel Messi juste avant le dernier carré.

2. Si le Portugal termine 2e du Groupe K et si l'Angleterre termine comme prévu 1ère du Groupe L, le tableau croise le vainqueur du match des Anglais avec celui du Portugal en huitièmes de finale. Les Portugais se dresseraient alors comme l'obstacle majeur des Three Lions dès le début des phases avancées. 3. Le cas d'une confrontation directe immédiate Il existe également un cas de figure très précis : si le Portugal termine 2e du Groupe K et que l'Angleterre crée la surprise en terminant





Le rêve de Mbappe

Pays-Bas se dirigent vers le quart de finale théorique de la France. Une victoire des Bleus à ce stade éliminerait les Orange aux portes du dernier carré.

3. L'Espagne en demi-finale. C'est le choc ultime de cette partie de tableau. L'Espagne et la France étant les deux

grands favoris de cette moitié, ils ne pourront pas se rencontrer en finale. S'ils gagnent tous leurs matchs, ils s'affrontent en demi-finale. La France a donc le pouvoir d'écarter la Roja juste avant le match pour le titre.

Le cas particulier du Brésil

ou de la Belgique Le tableau de la Coupe du Monde à 48 équipes intègre les meilleurs troisièmes. Si un géant comme le Brésil ou la Belgique se rate complètement en poules et termine parmi les meilleurs troisièmes, il pourrait être reversé directement du côté de la France dès les 16es de finale.

C'est plutôt un scénario comme celui-ci auquel je pense avec un Portugal qui parvient en finale contre la France qui, elle, possède la meilleure équipe et le meilleur joueur dans le monde avec Kylian Mbappe. Mais le football n'est pas une science exacte et personne n'est à l'abri d'une contre-performance, d'une blessure, d'une erreur d'arbitrage ou pire encore d'un gardien de but qui choisit le Mondial pour faire le meilleur match de sa vie. Bons Matches. ■





NETANYA
OR YAMIM



TEL-AVIV
SDE DOV



ASHDOD
HARMONY



ASHKELON
OR HAYAIN



NETIVOT
NOFET YORAM

**VOUS RÊVEZ D'UN APPARTEMENT EN ISRAËL
OU D'UN NOUVEAU DÉPART AU PAYS?**

**Découvrez YH Dimri - l'un des plus grands promoteurs
et constructeurs d'Israël**

avec près de 20 projets immobiliers en cours de construction à travers le pays. Dimri propose une large gamme de projets exceptionnels - du Nord au Sud - adaptés aux familles, aux investisseurs et aux nouveaux arrivants. Nouveaux projets disponibles à Tel Aviv, Ashdod, Netanya, Beer Sheva, Givat Shmuel, Petah Tikva, Ashkelon et dans bien d'autres villes encore.

LAURENT DARMON
☎ +972 58-3305271

2e du Groupe L, les deux nations s'affronteront directement dès les 16es de finale (Match 83).

Suite dans le prochain numéro d'Israël Magazine ou sur www.israelmagazine.co.il

L'équipe de France (tête de série du Groupe I) se trouve dans la partie gauche du tableau. avec l'autre grand favori européen, l'Espagne (Groupe H), ainsi que l'Allemagne (Groupe E) et les Pays-Bas (Groupe F). Si la logique est respectée, voici les trois nations principales que la France pourrait bloquer et éliminer avant qu'elles n'atteignent la finale

:1. L'Allemagne (en Huitièmes de finale). Si la France et l'Allemagne remportent toutes deux leur groupe respectif (Groupe I et Groupe E), le tableau prévoit un choc titanesque. Les Bleus croiseraient la route de la Mannschaft dès les huitièmes de finale, l'empêchant ainsi d'aller plus loin.

L'alternative : Si la France termine 2e de son groupe, elle affrontera directement le 2e du groupe de l'Allemagne (très probablement l'Équateur ou la Côte d'Ivoire) dès les 16es de finale. puis les Pays-Bas (en Quarts de finale). Dans un parcours où tous les favoris finissent premiers de leur poule, les

LE TRÉSOR JUIF ENFOUI DE TÉHÉRAN :

L'HISTOIRE SECRÈTE DES CHEFS-D'ŒUVRE JUIFS ET ISRAÉLIENS EN IRAN

C'est l'un des paradoxes les plus fascinants de l'histoire de l'art moderne. Au cœur de Téhéran, sous le béton du Musée d'art contemporain (TMoCA), repose une collection de chefs-d'œuvre occidentaux estimée aujourd'hui à plus de 3 ou 4 milliards de dollars. Parmi ces toiles et sculptures hautement surveillées par le régime islamique se cache un secret encore plus sensible, une série d'œuvres signées par des artistes juifs de renommée internationale, et plus incroyable encore, par des artistes israéliens comme Yaacov Agam. Comment ces pièces, devenues des tabous politiques absolus pour la République islamique, ont-elles atterri dans les sous-sols de Téhéran ? En 2015, le musée d'Art contemporain de Téhéran (Iran) se préparait à sortir de l'ombre une partie de sa mirabolante collection cachée, comprenant des chefs-d'œuvre de Picasso, Gauguin, Chagall, Bacon et Warhol. La presse découvre alors que ce trésor doit sa survie à un jeune gardien, Firouz Shabazi Moghadam (aujourd'hui septuagénaire) a œuvré, quasiment seul, à son sauvetage dans des circonstances rocambolesques. Resté seul sur les lieux en pleine révolution islamique de 1979, deux ans après l'ouverture de l'établissement, il l'a sauvé de miliciens islamistes prêts à le réduire en cendres... Pour comprendre ce mystère, il faut remonter aux années 1970. L'Iran, dirigé par le Shah Pahlavi, est alors en plein boom pétrolier. L'argent coule à flots. L'impératrice Farah Pahlavi ambitionne de faire de Téhéran le phare culturel du Moyen-Orient. L'impératrice décide de créer un musée

d'art contemporain et s'entoure d'experts. Parmi eux, une figure clé : Donna Stein, une jeune et brillante juive américaine. Consultante artistique, Donna Stein arpente les galeries new-yorkaises et parisiennes pour le compte de la couronne iranienne. C'est en grande partie grâce à son œil et à ses recommandations que l'Iran acquiert des chefs-d'œuvre absolus de Pablo Picasso, Andy Warhol, Jackson Pollock, Mark Rothko, Francis Bacon, ou encore Claude Monet. Si Donna Stein oriente les choix généraux, l'intégration de l'art israélien dans la collection relève d'un coup de cœur direct de l'impératrice. Au début des années 1970, Farah Pahlavi est reçue à Paris par le président français Georges Pompidou et son épouse Claude. Lors de sa visite à l'Élysée, elle découvre le mythique Salon Agam, une installation cinématique totale commandée par le couple présidentiel. L'antichambre des appartements privés est une explosion de couleurs, de structures géométriques et de parois mobiles qui changent d'aspect selon le déplacement du spectateur. Séduite par cette expérience visuelle unique, l'impératrice insiste pour rencontrer le créateur de cette œuvre : Yaacov Agam, figure de proue de l'art cinématique mondial et artiste israélien originaire de Rishon LeZion. Une amitié artistique se noue. Farah Pahlavi achète plusieurs œuvres de l'artiste. En 1977, lors de l'inauguration en grande pompe du musée de Téhéran, Yaacov Agam fait le déplacement en Iran, accompagné de son jeune fils, Ron Agam. À cette époque, l'Iran et Israël entretiennent des relations diplomatiques et

économiques étroites. Rien ne laisse présager le séisme à venir.

La Révolution de 1979 et le grand confinement

En janvier 1979, la révolution islamique éclate. Le Shah et l'impératrice s'exilent. L'Ayatollah Khomeini instaure la République islamique. Du jour au lendemain, l'Occident devient "le Grand Satan" et Israël l'ennemi juré. La collection du musée échappe de justesse au pillage et à la destruction grâce au courage de ses employés, qui cachent les œuvres dans les réserves en sous-sol, à l'abri des regards des Gardiens de la révolution. Ces caves climatisées deviennent le tombeau d'une collection jugée "décadente", "anti-islamique" ou "sioniste". Pendant deux décennies, le sort des œuvres reste un mystère total. À la fin des années 1990, sous la présidence de Khatami, les portes des réserves s'entrouvrent timidement. Le monde découvre alors avec stupeur que la collection est intacte, méticuleusement conservée par les équipes locales du musée.

Combien d'œuvres subsistent aujourd'hui encore

L'inventaire exact des œuvres d'artistes juifs et israéliens reste entouré de secrets. Selon des sources de la presse iranienne compilées au fil des ans, le musée posséderait plus de



Farah Diba
L'IMPERATRICE DECHUE

dix œuvres de l'artiste israélien, Yaacov Agam (qui vient de décéder il y a quelques jours). Cependant, leurs titres précis, leurs formats (peintures, sculptures cinématiques) et leur état de conservation actuel demeurent inconnus. L'impératrice Farah elle-même a admis avoir perdu le compte exact des acquisitions directes

qu'elle avait faites auprès de lui. Au-delà d'Agam, le TMoCA possède des œuvres d'immenses artistes d'origine juive, dont la présence est plus ou moins tolérée selon le climat politique : Roy Lichtenstein (maître du Pop Art) Man Ray (pionnier du surréalisme et de la photographie) Camille Pissarro (figure majeure de l'impres-



sionnisme) Jules Pascin, Larry Rivers, Jim Dine ou la photographe Gisèle Freund. De manière surprenante, certaines de ces œuvres sortent parfois de l'ombre. Récemment, le musée a organisé une exposition intitulée Art and War (Art et Guerre). Dans un choix ironique ou audacieux, des œuvres de Lich-

tenstein y ont été exposées aux côtés de pièces de propagande iranienne, illustrant la relation complexe et schizophrène du régime avec sa propre collection.

L'anecdote du cartel

Le traitement de ces œuvres par le musée témoigne de la contorsion idéologique

du régime. En 2015, une touriste juive américaine participant à un voyage culturel rare en Iran a pu brièvement visiter les galeries du TMOCA. Au détour



d'une salle, elle est tombée nez à nez avec une œuvre identifiable de Yaacov Agam. Le détail le plus frappant résidait sur le cartel de l'œuvre (la petite étiquette descriptive) : pour éviter d'inscrire le mot "Israël" — un pays dont le régime iranien ne reconnaît pas l'existence —, les autorités du musée avaient pudiquement indiqué que le lieu de naissance de l'artiste était "Jérusalem". Une astuce sémantique pour exposer l'art sans nommer l'État ennemi. Pour la famille Agam, cette collection est à la fois une fierté et une blessure ouverte. Ron Agam, qui a aujourd'hui repris le flambeau artistique et mémoriel de son père, garde un souvenir ému de son voyage à Téhéran en 1977. Malgré les décennies de guerre froide et de tensions géopolitiques extrêmes entre l'Iran, Israël et les États-Unis, il nourrit l'espoir secret qu'un jour, la culture brisera les barrières politiques. Revoir ces œuvres de ses propres yeux à Téhéran reste son rêve le plus cher. En attendant, ce trésor caché reste le symbole d'une époque révolue où l'art n'avait pas de frontières, et le témoin silencieux d'un dialogue brisé qui ne demande qu'à renaître. La gestion du reste de la collection par le Musée d'art contemporain de Téhéran (TMOCA) oscille entre une conservation technique ultra-rigoureuse en sous-sol et de rares ouvertures calculées au gré des

contextes politiques. Ce trésor inestimable subit une forme de schizophrénie institutionnelle liée aux impératifs religieux de la République islamique. Un cof-

fre-fort souterrain dans un bunker climatisé et d'une rigueur absolue protège cette réserve pharaonique estimée à plus de 3 milliards de dollars. Les quelque 1 500 à 3 000 œuvres de la collection dorment dans d'immenses caves sécurisées, à température et humidité constamment contrôlées pour éviter toute dégradation. Historiquement, la collection a survécu à la fureur de la révolution de 1979 grâce à des conservateurs et des gardiens qui ont sciemment verrouillé les portes des sous-sols, dissimulant les toiles occidentales aux milices islamistes qui les jugeaient impies ou décadentes.

Andy Warhol : Consommer le pop art avec ironie

Le ministère de la Culture iranien gère l'art occidental à travers le filtre de la charia et de la propagande étatique. Toutes les œuvres comportant de la nudité explicite (comme certains nus de Renoir ou de Picasso) sont interdites d'affichage public ad vitam æternam. Elles restent séquestrées dans le noir. Le musée organise parfois de brèves expositions thématiques très encadrées (comme les récentes vagues d'expositions Persona ou Eye to Eye). Les toiles sortent pour quelques

semaines seulement avant de retourner au secret. La collection possède d'importantes sérigraphies d'Andy Warhol, dont la célèbre série des Marilyn, des Campbell's Soup ou encore Suicide (1963). Fait marquant, Warhol s'était rendu en Iran dans les années 1970 pour réaliser le portrait officiel de l'impératrice Farah Pahlavi et du Shah. Ces œuvres spécifiques sont, sans surprise, totalement invisibles et bannies du regard du public. Les autres pièces de Warhol incarnant le Pop Art et la société de consommation américaine sont parfois montrées, attirant une foule immense de jeunes Iraniens avides de culture globale. Le régime tolère ces œuvres tant qu'elles ne menacent pas directement les mœurs ou la figure du pouvoir. Le TMOCA détient de monumentaux triptyques de Francis Bacon, notamment Two Figures Lying on a Bed with Attendants (1968). Un face-à-face surréaliste : Lors des très rares fois où les toiles de Bacon ont été accrochées, les visiteurs ont pu observer des compositions sombres et torturées faisant directement face aux portraits géants des ayatollahs Khomeini et Khamenei fixés sur les murs du musée. Bien que l'œuvre torturée de Bacon soit admirée par les étudiants en art à Téhéran, sa thématique sous-jacente et l'homosexualité de l'artiste imposent une immense prudence aux conservateurs iraniens. Ses œuvres font l'objet d'une sélection drastique pour s'assurer que les postures des personnages ne violent pas directement les codes religieux du pays. Au-delà de l'intérêt artistique, la gestion de cette collection est éminemment politique. Le gouvernement iranien sait qu'il possède un levier culturel unique au monde. Le musée a parfois envisagé de prêter ses œuvres de Warhol, Pollock ou Bacon à de grands musées occidentaux (comme à Berlin ou Rome) lors de phases de dégel diplomatique, avant que le durcissement des sanctions et les tensions géopolitiques ne fassent capoter les projets. La collection reste un otage de luxe, enfermé dans les sous-sols de Téhéran. ■

Année de sortie :
2026

Distribution

Jaafar Jackson
Michael Jackson
Colman Domingo
Joe Jackson
(le patriarche)

Le long-métrage retrace 22 ans de la vie de l'artiste. Le récit débute en 1966 avec l'enfance difficile de Michael et l'ascension fulgurante des Jackson 5 à Gary, dans l'Indiana. Il suit ensuite son émancipation en solo, la création de l'album le plus vendu de tous les temps (Thriller), jusqu'à l'apothéose créative et physique de sa première grande tournée solo, le « Bad World Tour » en 1988.

MICHAEL

A black and white photograph of Michael Jackson in his iconic look from the 'Thriller' era. He is wearing a white, zip-up jacket with multiple black straps and buckles on the sleeves and chest. He is also wearing a wide, ornate black belt with a large, decorative buckle. His pants are black and also feature multiple black straps and buckles. He is holding a microphone in his right hand and has a joyful expression on his face. The background is a plain, light-colored wall.

Année de sortie : 2026 Jaafar Jackson : Michael Jackson (à l'âge adulte) Colman Domingo : Joe Jackson (le patriarche et manager autoritaire de la famille). Le long-métrage retrace 22 ans de la vie de l'artiste. Le récit débute en 1966 avec l'enfance difficile de Michael et l'ascension fulgurante des Jackson 5 à Gary, dans l'Indiana. Il suit ensuite son émancipation en solo, la création de l'album le plus vendu de tous les temps (Thriller), jusqu'à l'apothéose créative et physique de sa première grande tournée solo, le « Bad World Tour » en 1988.



Le destin de Michael Jackson est redevenu, le temps d'une fresque cinématographique monumentale, une affaire de sang, de mémoire et de transmission. Déployant un budget titanesque estimé entre 155 et 200 millions de dollars, le réalisateur Antoine Fuqua s'est emparé du mythe pour livrer une œuvre fleuve qui retrace deux décennies d'une ascension fulgurante. Du premier éclat des Jackson 5 en 1966 dans les ruelles grises de Gary, Indiana, jusqu'à la consécration planétaire et l'apothéose scénique de la tournée mondiale « Bad » en 1988, le long-métrage orchestre la genèse du Roi de la Pop sous le regard jaloux, fusionnel et protecteur de sa propre dynastie.

Car au-delà du faste hollywoodien, ce projet s'affirme comme une réappropriation intime où le clan Jackson a pesé de tout son poids en coulisses, choisissant de placer l'un de ses héritiers directs sous la lumière crue des projecteurs pour pérenniser la légende. C'est à Jaafar Jackson, neveu de l'idole et fils de Jermaine Jackson, qu'est revenue la charge écrasante de prêter ses traits, son souffle et son corps à l'oncle légendaire. Pour

sa toute première apparition à l'écran, le jeune homme de 29 ans s'est astreint à une métamorphose presque mystique. Épaulé par le préparateur physique Magnus Lygdbäck, il a plié son anatomie à une discipline d'ascète, endurant huit heures de répétitions quotidiennes pour calquer la géographie de ses mouvements sur les chorégraphies d'origine.

Identification sensationnelle

Cette réincarnation s'est prolongée avec la même exigence dans l'espace sonore. Si la voix chantée finale mêle habilement ses performances captées en direct sur le plateau aux bandes originales de l'icône, le timbre parlé, doux, enfantin et haut perché, appartient entièrement à Jaafar. Ce mimétisme vocal absolu a d'ailleurs saisi l'entourage de l'artiste lors du tournage, arrachant des larmes de stupéfaction à sa tante La Toya Jackson lors des premières projections. Pourtant, cette communion artistique s'est doublée d'une garde rapprochée textuelle qui a profondément divisé la critique. Conçu sous la surveillance étroite des exécuteurs de la succession de l'artiste — le puissant Michael Jackson Estate — et adoubé par la matriarche Katherine Jackson, le récit épouse une trajectoire farouchement hagiographique. Le film s'attache avant tout à célébrer le génie créatif, la rigueur scénique et l'aliénation d'un enfant star, laissant délibérément à la lisière de l'écran les controverses judiciaires et les accusations d'abus sexuels qui obscurciront ses dernières années (pour lesquelles il a été innocenté). Ce parti pris de blanchiment a suscité l'ire d'une grande partie de la presse internationale et les quotidiens britanniques ont fustigé un portrait malhonnête, superficiel et aseptisé, reprochant au réalisateur d'avoir transformé une âme humaine complexe et torturée en un saint infallible du XXe siècle. Le Figaro a quant à lui regretté des dialogues parfois simplistes et une narration s'apparentant à des « fake news » par omission. Cet excès de contrôle et ces choix narratifs ont également creusé des fêlures au sein de l'édifice familial, brisant l'illusion d'une

harmonie retrouvée. Si la fratrie s'est affichée unie pour porter le triomphe de Jaafar, les coulisses ont été le théâtre de vives tensions.

Dissensions

Une projection privée à Los Angeles a ainsi déclenché une altercation animée entre Jermaine et sa sœur Janet Jackson, cette dernière critiquant vertement l'orientation du film. Fidèle à ses réserves, la célèbre chanteuse a refusé d'être impliquée ou même représentée à l'écran. Un exil artistique partagé par Paris Jackson, la propre fille du Roi de la Pop, qui a choisi de se tenir à l'écart d'une œuvre qu'elle jugeait trop orchestrée par les exécuteurs testamentaires. Des impératifs juridiques ont de surcroît forcé la production à couper au montage plusieurs scènes majeures, notamment celles de l'actrice Kat Graham qui incarnait Diana Ross, amputant le film d'une part de sa vérité historique. Ce voyage dans le temps trouve son ancrage mélodique dans un album compagnon de treize morceaux, édité par Sony Music. Conçu par le compositeur Lior Rosner pour unifier le grain des époques, ce recueil retrace l'arbre généalogique d'une œuvre immense. Il s'ouvre sur les harmonies chorales de l'enfance (« I'll Be There », « ABC »), avant de basculer dans la solitude conquérante de l'âge d'or, là où « Billie Jean », « Thriller » et « Bad » ont redessiné les contours de la pop moderne. Si la critique a boudé ce récit jugé trop policé, le public mondial, lui, a répondu par une ferveur inédite. Le film a pulvérisé tous les records de l'histoire du cinéma pour un biopic musical, franchissant le cap vertigineux des 900 millions de dollars de recettes mondiales et détrônant le titan Bohemian Rhapsody. En France, avec plus de 5,25 millions d'entrées, il est devenu le biopic le plus vu de l'histoire des salles obscures. Ce triomphe historique, qui en fait le plus grand succès des studios Lionsgate, a d'ores et déjà scellé le développement d'un second volet destiné, cette fois, à affronter les zones d'ombre de l'idole. ■

SUCCESSION

Illustrations Israel Magazine
tous droits réservés

ANTICIPER L'INCAPACITÉ

LE MANDAT DE PROTECTION FUTURE AU SERVICE DES ENTREPRENEURS ET INVESTISSEURS



Connu en Israël sous le nom de "procuration durable", constitue pour les chefs d'entreprise un outil juridique garantissant la continuité de la gestion en cas de perte de capacité du dirigeant ou de l'actionnaire de contrôle à prendre des décisions. L'organisation anticipée d'un mandataire habilité à gérer les affaires patrimoniales permet d'assurer la continuité des paiements aux fournisseurs ou la réalisation d'opérations sans nécessité d'intervention judiciaire. Cette solution évite la paralysie de l'activité économique pouvant résulter de la nomination d'un tuteur, tout en créant une sécurité juridique pour les associés et les investisseurs.

Pour les détenteurs de patrimoine, les entrepreneurs ou les dirigeants de société, une perte soudaine de la capacité décisionnelle peut entraîner une paralysie totale de l'entreprise. Il s'agit souvent d'une œuvre de toute une vie, qui assure non seulement les revenus du mandant, mais également ceux de ses proches et de nombreux salariés. Par le passé, la seule manière de faire face à une telle situation consistait à saisir le tribunal afin de faire désigner un tuteur. Or, la procédure de tutelle se caractérise par une lourdeur bureaucratique importante, susceptible de causer un préjudice économique considérable, notamment lorsque l'entreprise est de grande taille. De plus, le tuteur désigné par le tribunal doit obtenir des autorisations judiciaires pour toute opération substantielle, ce qui retarde les paiements aux fournis-

seurs, la signature de contrats et la gestion des ressources humaines. Ce retard peut entraîner des violations contractuelles, une dégradation de la notation de crédit de l'entreprise ainsi qu'une perte de confiance des clients et partenaires commerciaux. En outre, l'identité du tuteur nommé par le tribunal ne correspond pas toujours aux besoins professionnels de la société.

La procuration durable permet de contourner ce mécanisme en prévoyant à l'avance un dispositif alternatif fondé sur un choix personnel et professionnel. En désignant un mandataire disposant de compétences en gestion, il est possible d'assurer la continuité des activités économiques même dans des circonstances médicales difficiles. La loi répartit les pouvoirs pouvant être conférés dans une procuration durable en trois domaines principaux : les affaires patrimoniales, les affaires personnelles et les affaires médicales. Pour un dirigeant de société, l'accent est généralement mis sur le domaine patrimonial, qui englobe l'ensemble des activités financières de l'entreprise

Gestion des affaires patrimoniales et financières

Dans le cadre des affaires patrimoniales, le mandataire est habilité à accomplir diverses opérations permettant d'assurer le fonctionnement de l'entreprise du mandant :

- Gestion des comptes bancaires professionnels et réalisation de virements destinés au paiement des salaires et

des impôts ;

- Gestion des biens immobiliers appartenant à la société, y compris leur location ou leur administration courante ;
- Gestion des portefeuilles d'investissement et des titres financiers appartenant à l'entreprise ;
- Signature de contrats avec de nouveaux fournisseurs et clients.

Il est important de souligner que certaines opérations nécessitent une autorisation expresse dans le document, notamment l'octroi de prêts ou certaines donations. Si le chef d'entreprise souhaite que le mandataire puisse investir des fonds d'une manière spécifique, il doit le préciser clairement dans les directives anticipées. Certaines opérations, telles que la vente d'un bien immobilier, nécessitent, par exemple, l'autorisation du Tuteur Général, même si elles sont prévues dans la procuration.

Choix du mandataire adapté à l'entreprise

Le choix de la personne appelée à gérer l'entreprise en cas de perte de capacité constitue une décision ayant des conséquences directes sur l'avenir de la société et de ses salariés. Alors qu'il est courant de désigner des proches pour les affaires personnelles, le monde des affaires peut nécessiter une personne disposant de compétences professionnelles spécifiques.

- Il est possible de nommer plusieurs mandataires et de

répartir entre eux les domaines de responsabilité, de sorte que l'un s'occupe des questions médicales et personnelles tandis que l'autre se concentre sur la gestion de l'activité économique. Cette répartition permet à chaque mandataire de mettre à profit ses compétences et garantit une prise en charge de qualité de tous les aspects de la vie. Lors du choix du mandataire chargé des affaires professionnelles, il convient notamment d'examiner : Son intégrité et fiabilité ; Sa connaissance de la structure organisationnelle et du fonctionnement courant de la société ; L'absence de conflits d'intérêts susceptibles de porter atteinte aux intérêts du mandant ou de l'entreprise ; Son accord préalable pour assumer cette fonction complexe. Il est toujours recommandé de désigner également un mandataire suppléant afin de garantir qu'en cas d'impossibilité du premier mandataire d'exercer sa mission, l'entreprise ne restera pas sans direction.

La force de la procuration durable pour les dirigeants de société réside dans la clause des directives anticipées. C'est à cet endroit que le mandant peut donner une véritable portée à sa volonté et définir la future politique de gestion. Des directives claires et détaillées évitent au mandataire les dilemmes difficiles, et le protègent contre d'éventuelles contestations de la part des associés ou héritiers futurs. Parmi les exemples de directives professionnelles pouvant être incluses :

- Une politique détaillée relative à la vente ou à la location

de biens immobiliers professionnels ;

- La désignation de professionnels devant être consultés avant toute décision importante ;
- Des instructions concernant la transmission intergénérationnelle ou la préparation de la vente de l'entreprise dans certaines circonstances ;
- L'obligation de maintenir un certain niveau de vie pour la famille du mandant à partir des bénéfices de l'entreprise.

La procuration ne prend pas effet au moment de sa signature mais demeure en état latent jusqu'à la réalisation de la condition prévue. Pour les chefs d'entreprise, la définition des conditions d'entrée en vigueur est essentielle afin d'éviter une activation trop précoce ou trop tardive.

En général, le document entre en vigueur lorsqu'un avis médical établit que le mandant n'est plus en mesure de comprendre la situation. Après réception de cet avis, le mandataire doit adresser une notification officielle au Tuteur Général. Dès validation de l'activation, le mandataire se substitue légalement au chef d'entreprise et commence à gérer l'ensemble de ses affaires. Il est important de rappeler que le mandant peut désigner une personne informée chargée de recevoir des rapports réguliers sur les actes accomplis par le mandataire. Ce mécanisme constitue une couche supplémentaire de protection du mandant et contribue à assurer la transparence vis-à-vis des membres de la famille ou des associés. ■

QUELQUES BONNES PAGES DU LIVRE

CE « JURISTE DANS LA TOURELLE DU CHAR »

Le passage de la victoire militaire à la conformité juridique quand la règle de droit prime sur l'efficacité opérationnelle.

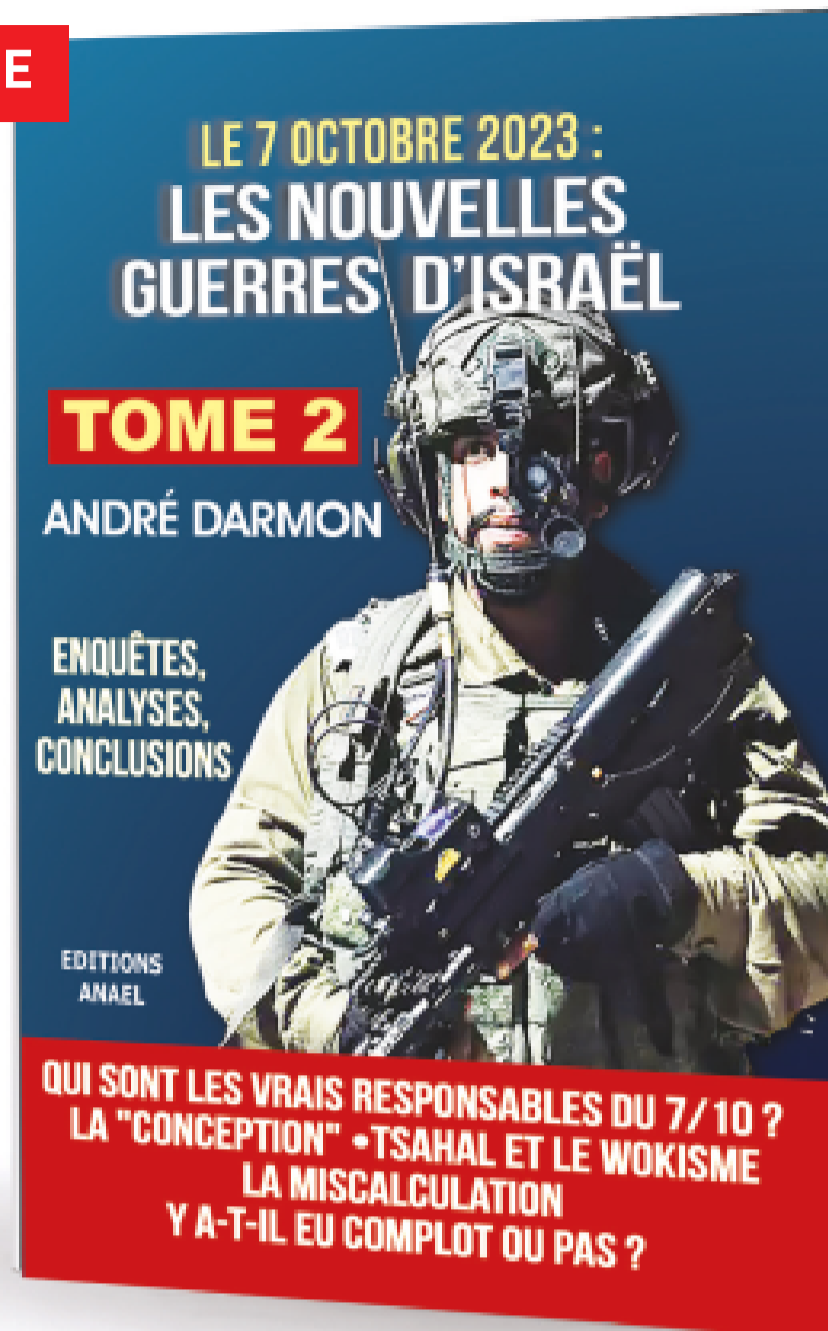
Ce que nous révélons n'est pas un incident isolé. C'est le symptôme visible d'une transformation profonde, engagée depuis des années, qui a fait du juriste un acteur central du commandement militaire israélien — au point qu'un officier a forgé cette image saisissante : 'le juriste dans la tourelle du char. L'omniprésence du pouvoir judiciaire au cœur du commandement militaire israélien dessine aujourd'hui une réalité où la règle de droit semble parfois primer sur l'efficacité tactique. Entre 2017 et 2019, lors des « Marches du retour », cette influence s'est manifestée par une pression directe sur les règles d'engagement et d'instructions de tir à la frontière avec Gaza. Bien que la Haute Cour n'ait pas rendu d'arrêt formel contre les ordres d'ouverture de feu, elle a contraint l'État à instaurer des restrictions tactiques drastiques. Sous l'impulsion des procureurs civils et militaires, la distance de sécurité minimale imposée aux émeutiers et aux agents du Hamas a été réduite, per-

mettant à ces derniers de s'approcher dangereusement de la barrière et de progresser dans la zone tampon jusqu'à l'épuisement des dispositifs de défense. Cette ingérence se traduit par des instructions de tir d'une ambiguïté volontaire, qualifiées de « floues » par de nombreux officiers sur le terrain. Ces directives, dictées par la crainte de poursuites judiciaires internationales ou nationales, placent les soldats dans une hésitation fatale : l'obligation de vérifier des critères de dangerosité quasi-impossibles à évaluer en une fraction de seconde expose directement les militaires israéliens aux tirs de snipers ou aux engins explosifs dissimulés près de la clôture. Le Service des poursuites militaires et l'Avocat général militaire agissent désormais comme les représentants de la Haute Cour au sein même de l'armée, transformant chaque décision opérationnelle en un dossier juridique potentiel. Le domaine logistique n'échappe pas à cette judiciarisation. À plusieurs reprises, la Cour a poussé l'armée à faire preuve de « souplesse » sur l'importation de biens à double usage vers l'enclave. Sous la menace implicite d'une décision

contraignante, des engrais chimiques nécessaires à l'agriculture — mais détournés pour la fabrication d'explosifs — ont franchi les points de passage. Cela s'est fait contre l'avis des services de sécurité. De la même manière, l'interdiction de la « procédure du voisin » ou le contrôle judiciaire étroit des démolitions préventives de structures servant d'abris aux terroristes en Judée-Samarie illustrent comment l'initiative tactique est désormais corsetée. Ce glissement fait de l'expert juridique un acteur pivot, capable d'arbitrer, et parfois d'entraver, la stratégie militaire au nom d'une interprétation extensive du droit international. Ce faisant, il risque de sacrifier la sécurité immédiate des unités engagées. L'influence des conseillers ou procureurs judiciaires s'est muée en un véritable pouvoir de codécision au sommet de la hiérarchie militaire, transformant chaque frappe aérienne en un processus de validation complexe. Cette présence constante crée une forme d'autocensure chez les commandants, qui craignent de voir leur responsabilité pénale engagée pour des décisions prises dans le feu de l'action. Cette ju-

diciarisation a atteint son paroxysme avec l'affaire du centre de détention de Sdé Teiman, reconnue aujourd'hui par nombre d'observateurs et responsables comme une mise en scène orchestrée pour donner des gages à la justice internationale. Selon cette lecture, l'arrestation spectaculaire de réservistes et la diffusion d'images de surveillance ont été instrumentalisées, voire "montées de toutes pièces" par certains services juridiques et médiatiques pour démontrer au monde qu'Israël est capable de s'auto-sanctionner. L'objectif sous-jacent serait de brandir le principe de complémentarité devant la Cour Pénale Internationale (CPI) et en prouvant que son système judiciaire national est "actif", l'État espérait bloquer les mandats d'arrêt internationaux visant ses dirigeants. Ce calcul, pour le moins discutable, allait avoir de lourdes conséquences internes. Le récent abandon de toutes les charges contre les soldats de Sdé Teiman en mars 2026, justifié par des "difficultés procédurales" et l'impossibilité pour le plaignant potentiel (le terroriste reparti bizarrement à Gaza) de témoigner, renforce le sentiment d'une af-

faire délibérément gonflée puis dégonflée, selon les besoins diplomatiques. Pour les militaires sur le terrain, ce revirement est la preuve que le parquet militaire avait privilégié l'image de marque d'Israël à l'étranger au détriment de la protection et de l'honneur de ses propres troupes, créant un climat de méfiance généralisée entre le rang et les instances juridiques. Il a été aussi démontré par un ex-otage que les terroristes l'ont torturé gravement en lui disant qu'ils ne faisaient, somme toute, que ce que faisait Tsaahal aux terroristes emprisonnés. L'omniprésence du pouvoir judiciaire au cœur du commandement militaire israélien dessine aujourd'hui une réalité où la règle de droit semble parfois primer sur l'efficacité tactique. Bien que la Haute Cour n'ait pas rendu d'arrêt formel contre les ordres d'ouverture de feu, elle a contraint l'État à instaurer des restrictions drastiques. Sous l'impulsion des procureurs, la distance de sécurité imposée aux émeutiers et aux agents du Hamas a été réduite, leur permettant de s'approcher de la barrière et de progresser jusqu'à l'épuisement des dispositifs de défense. ■



ISRAEL MAGAZINE PASSE EN DIGITAL

Avec la hausse infernale des coûts d'impression et de la poste israélienne qui au passage met 1 mois et demie pour livrer les magazines même en Israël),

j'ai décidé de transformer Israël Magazine en magazine digital. Chaque mois, aussitôt achevé, il sera, dans la minute, sur vos téléphones, sur vos tablettes, sur vos ordinateurs.

**LES 3 PREMIERS MAGAZINES SERONT
TOTALEMENT GRATUITS
POUR LES ABONNÉS ET LES AUTRES.**

ANDRÉ DARMON : 054 254 45 20 fr. 07-57 99 06 13

A partir de septembre nous organiserons l'abonnement au magazine
12 numeros : 59 euros France-Europe-Etats-Unis / 200 shekels Israël
24 Numeros : 99 euros France-Europe-Etats-Unis / 360 shekels Israël

VIENT DE PARAÎTRE

Léon Rozenbaum
L'Après 7 Octobre la
trahison suicidaire de
l'Europe post moderne

Préface Michel Gurfinkiel

Disponible chez l'éditeur 054 254 45 20

Disponible sur le site
www.israelmagazine.co.il

Prix 120 shekels livraison comprise Israël

Prix 35 euros livraison comprise Europe

Dans les magasins Steimatzky et à l'Aéroport
Vendu sur Amazon



Pour
commander
ce livre

[cliquez ici](#)



ANDRÉ DARMON : 054 254 45 20 fr. 07-57 99 06 13

SÉJOUR DE RÊVE

À L'ÎLE DE *Chypre*

POUR AOÛT, SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2026

HÔTEL PAPHOS HILLS RESORT



AOÛT 2026

Du dimanche 2 au
jeudi 6 août 2026

OU

Du dimanche 9 au
jeudi 13 août 2026

1 190 €

PAR PERSONNE !



SEPTEMBRE 2026

Du dimanche 6
au
jeudi 10 septembre 2026

770 €

PAR PERSONNE !



OCTOBRE 2026

Du dimanche 4 au
jeudi 8 octobre 2026

OU

Du dimanche 11 au
jeudi 15 octobre 2026

SEULEMENT

690 €

PAR PERSONNE !

LES ATOUTS DE VOTRE SÉJOUR :

- Deux restaurants
- Demi-pension : petit-déjeuner et dîner
- Piscines extérieures & piscine intérieure chauffée
- Spa
- Sauna
- Salle de sport
- Club enfants
- Synagogue au sein de l'hôtel
- Cacherout sous la direction du Rav Yedidya Cohen et du Rav Meir Raphael Haïm Bitan



LUXE
CONFORT
DÉTENTE
& TRADITION

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS AU :

053 547 5000

DES OPPORTUNITÉS ET DES LOCAUX DANS TOUTE LA FRANCE

LOCATIONS
DE LOCAUX
COMMERCIAUX,
SUPERMARCHÉS,
APPARTEMENTS ...



KST IMMOBILIER

CENTRE COMMERCIAL DE LA GARE | SAVIGNY-LE TEMPLE 77176

TÉL: 01 64 41 16 46 - PORTABLE: 06 08 78 21 22